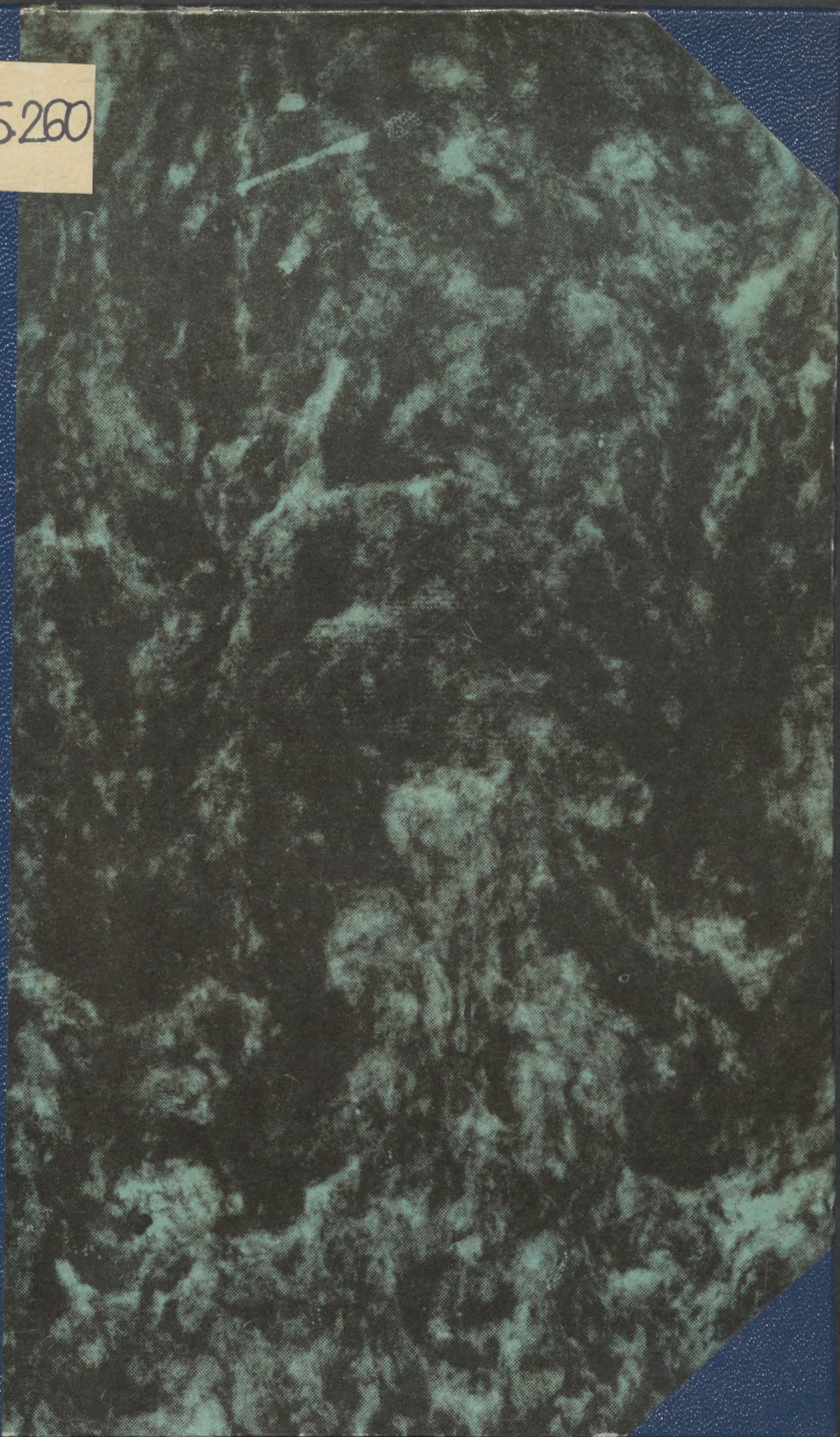
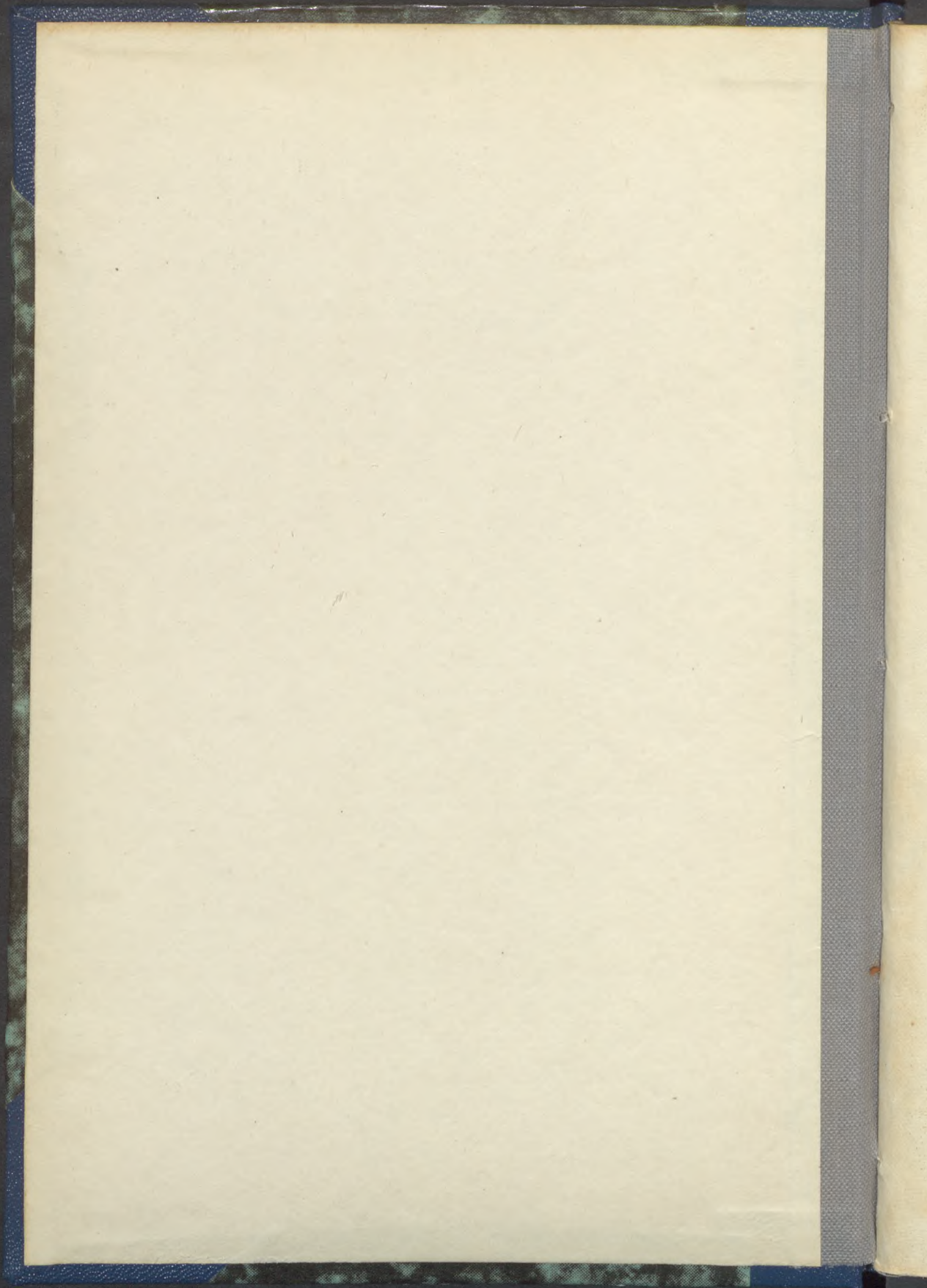
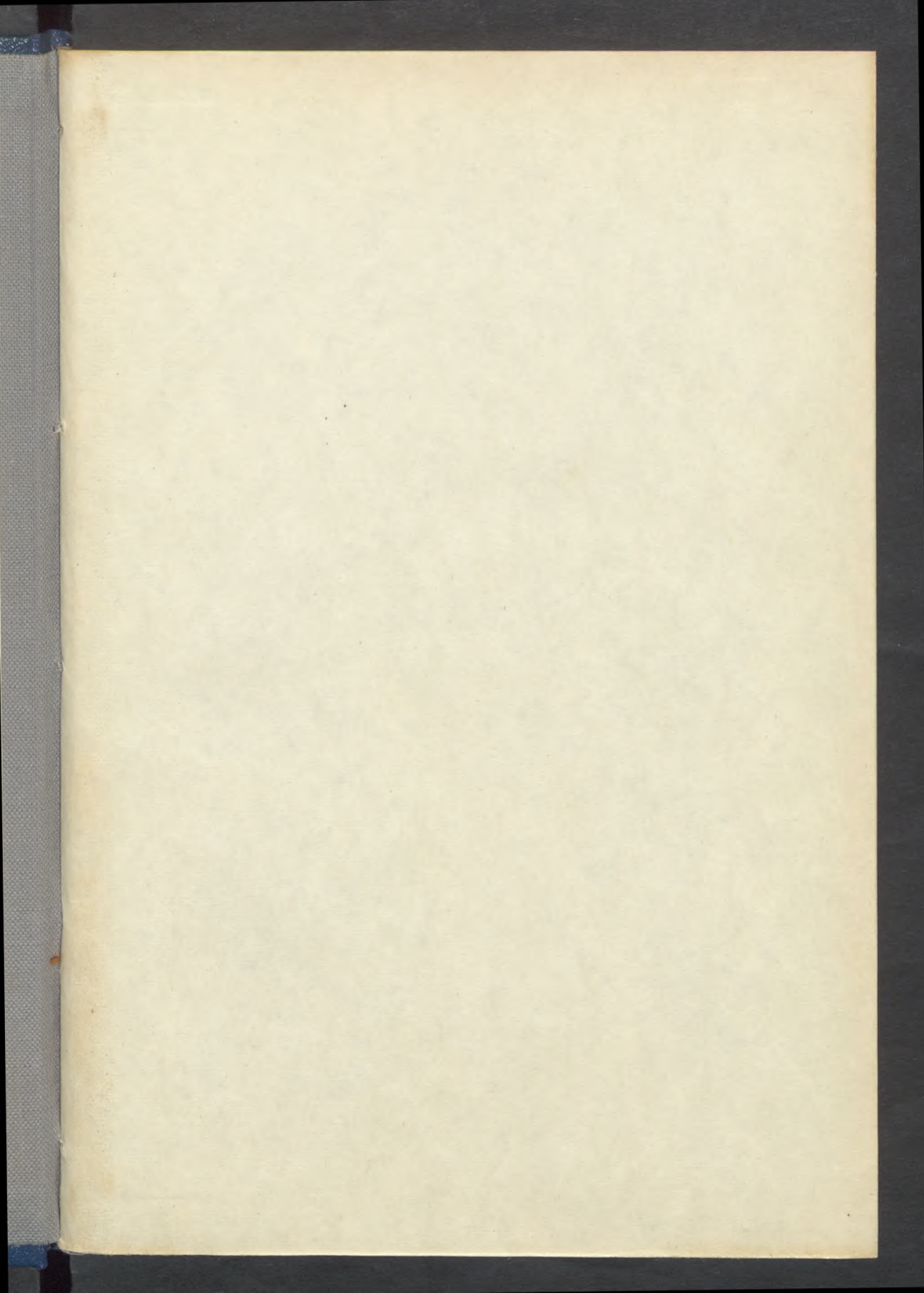
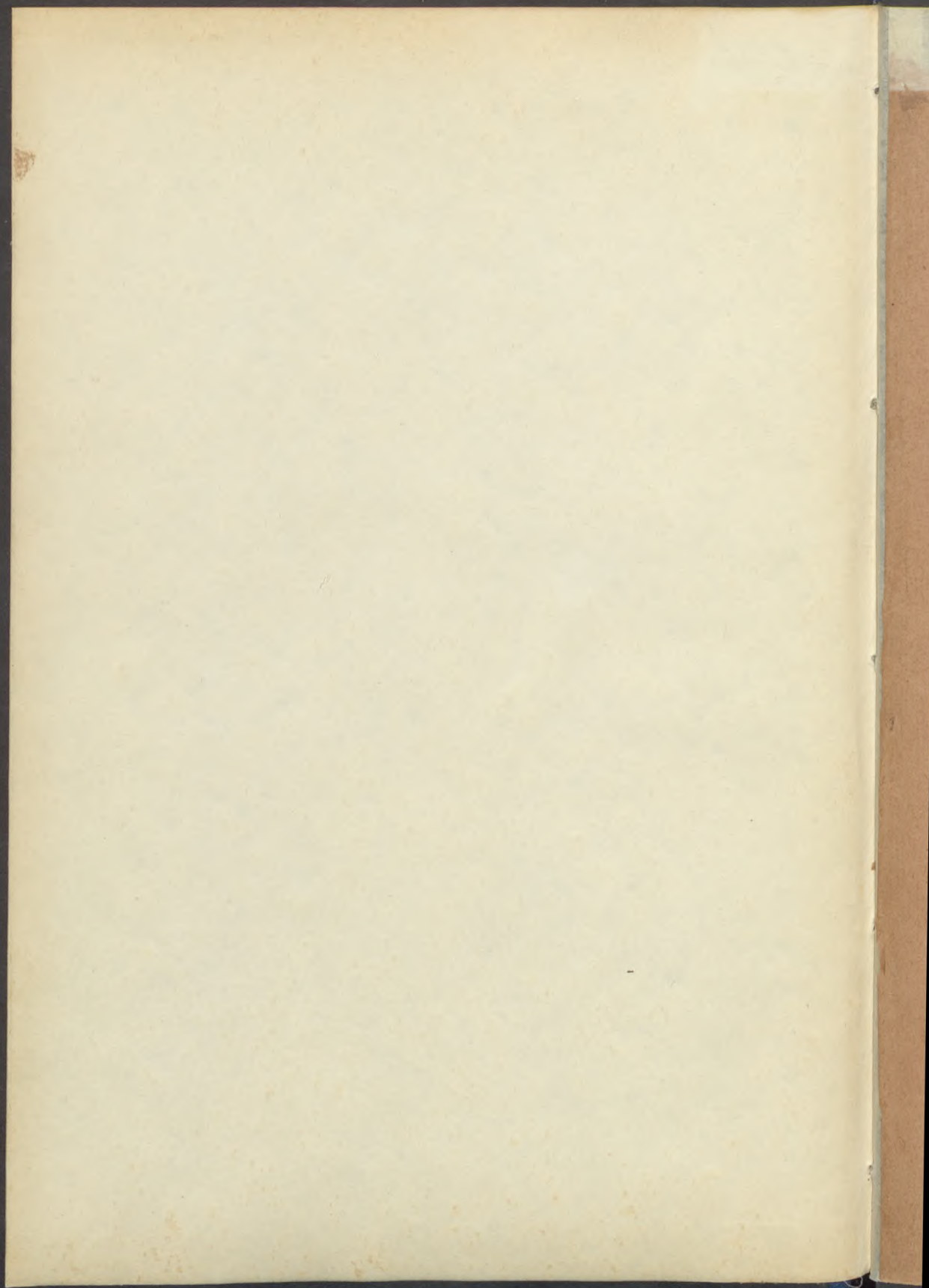


285260









LE PROBLÈME DE LA HONGRIE

285260

LES FEMMES HONGROISES AUX
FEMMES DU MONDE CIVILISÉ

„ON PEUT SUBIR LE DROIT DU PLUS FORT ;
ON NE LE RECONNAIT PAS.“

PAR

EMMA DE RITOÓK ET CHARLOTTE DE GEÓCZE
dr. des lettres et sciences.

AVEC LA PRÉFACE DE

CÉCILE DE TORMAY

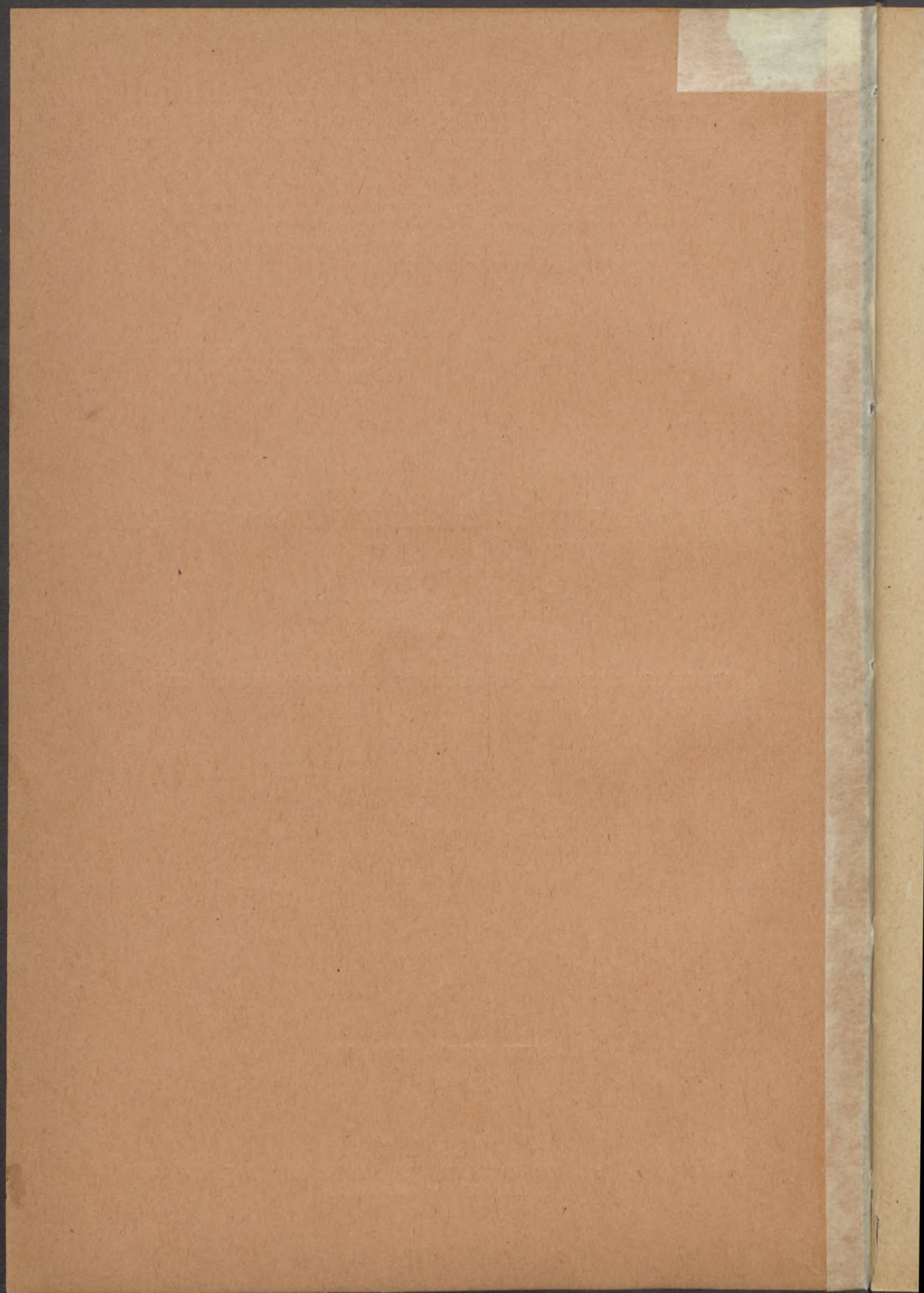
PUBLIÉ PAR L'UNION NATIONALE DES FEMMES HONGROISES.



NON, NON — JAMAIS !

BUDAPEST

FERDINAND PFEIFER (ZEIDLER FRÈRES) LIBRAIRES-ÉDITEURS
KOSSUTH LAJOS-UTCA 7.



LE PROBLÈME DE LA HONGRIE

LES FEMMES HONGROISES AUX
FEMMES DU MONDE CIVILISÉ

„ON PEUT SUBIR LE DROIT DU PLUS FORT
ON NE LE RECONNAIT PAS.“

PAR

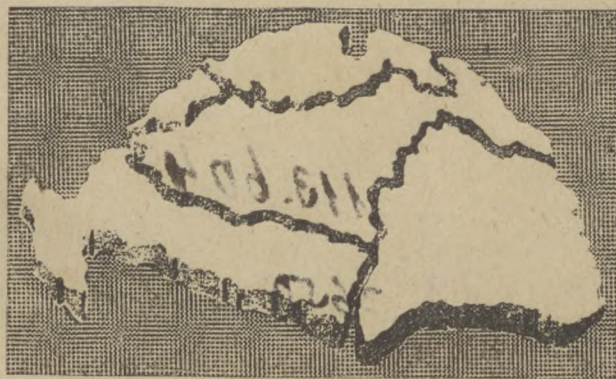
EMMA DE RITOÓK ET CHARLOTTE DE GEÓCZE

dr. des lettres et sciences.

AVEC LA PRÉFACE DE

CÉCILE DE TORMAY

PUBLIÉ PAR L'UNION NATIONALE DES FEMMES HONGROISES.



NON, NON — JAMAIS!

BUDAPEST

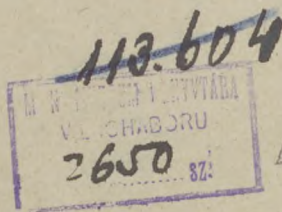
FERDINAND PFEIFER (ZEIDLER FRÈRES) LIBRAIRES-ÉDITEURS
KOSSUTH LAJOS-UTCA 7.

*On peut tuer des individus ; on ne peut
pas tuer une nation ; tant qu'elle a
sa vitalité et la volonté de vivre —
elle vivra.*

Tôt ou tard, la vérité perce le mensonge.



285260



Avis au lecteur :

Les statistiques sont — pour la plupart de 1910., à l'exception
de celles, qui sont marquées par la date respective.

Livre à consulter : Ed. Sayous — Histoire générale des Hongrois.

Préface.

Vous qui pendant ces quatre années par dessus les baïonnettes avez fraternellement compati à nos souffrances, soyez aussi nos amies au seuil de la paix, à l'heure où vos affres ont cessé, mais où les nôtres durent encore.

Que vos coeurs s'apaisent, pour entendre les paroles que des millions de voix émues vous adressent.

Mères, Femmes, Jeunes filles — nos Soeurs — nous vous implorons, le coeur embrasé ! Le corps sacré de notre Patrie, on veut le déchirer ! Notre pays millénaire, qui a déposé les armes et demandé la paix, nos voisins veulent l'annexer, comme une libre proie, eux, qui n'ont jamais eu le moindre droit sur notre territoire, et qui ont joui de notre hospitalité. Le peuple hongrois a protégé ces immigrés de langue étrangère, pendant la tourmente des siècles, comme il aurait fait pour son propre sang.

C'est pour cette raison, que cette patrie est hongroise et non roumaine, ni slovaque, ni serbe. Pour cette raison, cette patrie, c'est l'État hongrois, pour la défense duquel ses fils des différentes langues ont donné leur vie.

Maintenant, on veut nous l'enlever. Les Tchèques se ruent sur la Haute-Hongrie ; les Roumains à l'est, les Serbes sur le sud de notre pays. Ils réclament même des districts de l'ouest, pour fermer l'anneau slave, dans lequel ils veulent serrer la Hongrie mutilée, alléguant du « fait accompli » au Congrès de la Paix, devant cette Europe, dont la race hongroise a protégé durant des siècles la culture et la prospérité contre les invasions tartare et turque.

Mères, Femmes, Jeunes filles, nos Soeurs !

Entendez notre appel ! Laissez-vous toucher par la voix de la vérité qui ne put jusqu'ici parvenir à vous, interceptée qu'elle fut avant la guerre par l'Autriche, toujours prête à nous opprimer ; et pendant la guerre par nos voisins qui, tentant de

justifier leurs injustifiables prétentions, falsifiaient impudemment notre histoire. *)

Au dessus des droits des races, au dessus des lois écrites, au dessus de la conquête par les armes, au dessus des conclusions des traités de paix, il existe une loi toute-puissante, qui proclame cette vérité, que les peuples de la Hongrie ne peuvent subsister l'un sans l'autre. Les montagnes qui constituent les frontières naturelles de ce pays et les fleuves qui mélangent leurs eaux, sont les fondements éternels de cette loi.

En vain la violence s'évertuera-t'elle à démembrer ce pays. Les divers membres se rejoindront toujours, ne pouvant vivre isolément. Que les hommes d'État qui doivent dicter la paix, ne l'oublient pas ! Qu'ils se souviennent que la Hongrie déchirée, soit par les armes, soit par les traités, a toujours reconquis son unité, au prix de son sang.

Nous n'implorons pas la pitié ; nous réclamons la justice !
Mères, Femmes, Jeunes filles — nos Soeurs !

Soyez nos interprètes auprès du tribunal qui doit décider du sort du monde ! Parlez pour nous ; ce n'est pas pour nous-mêmes que nous vous le demandons. Quoi qu'il puisse arriver plus tard, les années d'épreuves que nous avons subies, nous et notre malheureuse patrie, ont laissé dans l'âme de notre génération leur marque ineffaçable. Mais permettez à celles qui vont venir, de jouir en toute sécurité des joies de la paix. En élevant la voix en faveur de nos fils et de nos petits-fils, vous travaillerez en même temps pour les vôtres, car la paix que vont conclure les peuples, sera pour tous définitive !

Budapest, le 15. janv er, 1919.

Cécile de Tormay.

*) L'Académie de Prague vient de publier un chef-d'oeuvre de falsification historique, réfuté récemment par l'Académie Hongroise.

I. Le développement historique.

L'injustice a provoqué notre défense.

A la falsification de notre passé et de notre présent, nous répondons par nos dates historiques et statistiques, par nos institutions culturelles et par les lois. Aux prétentions de nos ennemis, nous opposons notre carte géographique millénaire.¹ En face de leurs injustes accusations qui tendent à détruire un passé historique, l'unité d'un peuple, un État, une nation, nous apportons des faits, prouvant l'outrage fait à notre patrie.

L'établissement des nationalités.²

Les nationalités allèguent que les Hongrois furent leurs oppresseurs. Mais l'histoire sera justement notre plus sûr appui. La plupart des nationalités ne se sont établies qu'après nous sur le sol de ce pays. Cette immigration commença immédiatement après l'occupation de la patrie par nos ancêtres qui ont appelé sur les territoires inhabités *les peuples des pays plus civilisés*.

Les Roumains prétendent être les descendants des légionnaires romains de Trajan. Mais c'est pure chimère. En réalité ce mélange Thraco-Illyrien-Slave, originaire du Balkan, où il vivait une vie nomade de bergers, ne commença à infiltrer en Transylvanie qu'au XIII^{me} siècle³. Plus tard ils émigrèrent du

¹ Voir la carte oro-hydrographique No 2.

² Voir la carte ethnographique, No 1.

³ Leur nom — *Vlach* — se trouve mentionné la première fois dans un document daté de 1224.

À propos de l'infiltration des nationalités voir la carte ethnographique-historique No 3.

Balkan pressés par les Turcs et pour échapper à la tyrannie de leurs boyards.

Les *Serbes*, également d'origine balkanique, refoulés au XV. siècle par l'invasion turque, puis au XVII^{me} siècle passèrent le Danube et s'établirent au sud du pays.¹

Les *Saxons* de Transylvanie et les Allemands du nord dans la *Zips*, venus des Pays-Bas, dévastés par la mer, s'établirent au XII-me siècle sur le territoire qu'ils occupent encore aujourd' hui ; d'autres colons ont été invités plus tard, surtout après l'expulsion des Turcs, au XVIII. siècle ; et même des *Français* de l'Alsace qui s'établirent au Banat.

Les *Ruthènes* originaires de la Petite-Russie s'établirent à l'est au XIV^{me} siècle.

Tous ces peuples fugitifs vinrent nous demander l'hospitalité qui leur fut largement accordée. La Hongrie leur donna non seulement un foyer et une patrie, mais encore des privilèges.

La dynastie et les nationalités.

Les *Habsbourgs* désireux d'opprimer la Hongrie préférèrent d'inviter les peuples incultes de l'Orient.

Après l'expulsion des Turcs, les familles hongroises magyares qui s'étaient enfuies devant eux dans les régions montagneuses du nord, ne furent point réintégrées dans la Basse-Plaine hongroise, dans leurs domaines abandonnés. A la place des Hongrois qui défendirent l'Europe menacée, pendant 150 ans, les *Habsbourgs* attirèrent des races étrangères, intentionnellement contre les *Hongrois Magyars* dont l'esprit d'indépendance inquiétait et menaçait constamment leur dynastie.

Exciter les nationalités à la mutinerie contre les Magyars faisait partie de leur politique, surtout en 1848, alors que la classe dominante de Hongrie avait spontanément renoncé, en faveur du peuple, à tous ses privilèges.

¹ Alors en masse — environ 270.000 âmes. Le gouvernement viennois leur accorda en 1690 des privilèges, afin de s'en faire des alliés contre les Hongrois-mêmes.

II. L'exécution de la loi des nationalités.

L'époque du compromis de 1867., entre l'Autriche et la Hongrie, amena *la loi la plus libérale* pour les nationalités, basée sur «*la parité absolue des droits des citoyens*».¹ Cette loi donne aux nationalités *le droit de fonder des écoles*, dont la langue d'enseignement, aussi bien que celles des délibérations et des matricules sera décidée par leurs Églises.

Les nationalités reprochent à l'État hongrois de n'avoir pas exécuté cette loi. Il y avait bien de difficultés qui l'expliquent.

Tout d'abord une *administration imparfaite*, laquelle fut néfaste au peuple hongrois aussi bien qu'aux nationalités. Mais il est également vrai que les chefs et les intellectuels mêmes des nationalités, dominés par les idées d'une société capitaliste, ont nui à leur peuple au moins autant — si non davantage — que le système administratif. Le clergé des nationalités ne prit aucun soin de l'éducation du peuple ; au contraire il l'abandonna dans l'ignorance et à un niveau économique très inférieur. Leurs prêtres et leurs avocats se sont enrichis, tout en réduisant le peuple à la misère.

L'élément marchant toujours *à la tête de la civilisation* dans ce pays a toujours été *le Magyar*.

En établissant les écoles, l'État fut contraint de laisser parfois de côté les principes libéraux dont il était décidé à s'inspirer, non seulement parce que *les écoles des nationalités étaient d'un niveau inférieur à celui des écoles de l'État*, mais aussi parce que *les écoles des nationalités devinrent les foyers les plus ardents de l'agitation anti-magyare*. Ce fut l'intérêt vital de l'État qui commandait la défense contre ces attaques. Mais en même temps *il pourvoyait à la culture des nationalités* en établissant ses meilleures écoles et en employant l'élite du corps enseignant, sur les périphéries habitées surtout par celles-ci.

L'assertion]] de *Scotus Viator*² que *la Hongrie n'est*

¹ L'article XLIV. de la loi de 1868. permet aux députés croates de se servir de leur langue maternelle même aux séances du parlement, ce qui fut pratiqué jusqu'à la fin.

² Auteur d'un livre anglais de propagande slave contre la Hongrie.

aucunement menacée par le *péril panslaviste*, peut être adoptée aujourd'hui, après la débâcle de la Russie. Il n'en était ainsi vers 1870—1880, alors que le *tzarisme* était à l'apogée de sa puissance ; ce *tzarisme*, dont l'ambition était d'exécuter le testament du *tzar* Pierre le Grand ;¹ et que la Hongrie, rajeunie, était menacée d'être engloutie par l'Océan slave. La Hongrie n'avait pas encore oublié l'invasion des Russes en 1848, qui aida la dynastie à supprimer sa liberté et qui fut alors funeste. Elle aurait manqué de bon sens, si elle n'avait pas usé contre l'expansion slave de toutes les armes de la politique culturelle dont elle disposait.

Les événements récents — l'invasion des peuples slaves et leur tyrannie barbare — prouvent bien qu'aujourd'hui-même le péril le plus imminent nous vient de ce côté-ci.

Les erreurs des gouvernements hongrois ne peuvent leur être imputées, ces erreurs provenant des principes de l'époque : *de l'idéologie de l'État national*, qui dominait alors toute l'Europe ; principe qui fut la cause, que les nationalités dans les différents États de l'Europe, comme dans leurs colonies, furent opprimées tout autrement que les nôtres.²

III. La Culture.

Les nationalités, toujours prêtes à se plaindre, ont oublié les avantages dont elles jouissaient *dans un État de culture florissante*. Elles pouvaient réaliser dans un tel milieu toutes leurs aspirations à une culture nationale et à une prospérité matérielle. Car, le droit le plus éclatant au maintien de l'intégrité territoriale de la Hongrie lui est conféré par sa culture millénaire.

En dehors des Saxons de la Transylvanie et des Allemands de Szepes, il n'y avait dans le pays aucun autre élément de culture que l'élément hongrois et nous sommes les seuls à avoir développé, sur ce territoire, *une culture nationale indépendante* ; même la culture des Saxons n'étant qu'une nuance locale de la culture germanique.

¹ C'est-à-dire un empire russe vaste, s'étendant de St. Pétersbourg à Constantinople, programmé complété par les Panslaves de l'union de tous les Slaves.

² On n'a qu'à se rappeler les Polonais, les Finlandais, les Lethons.

Développement de la Culture.

Toute l'Histoire atteste que *la nation hongroise, malgré toutes ses luttes pour son existence, fut toujours au niveau de la culture européenne.*

Dès le XI^{me} siècle le roi Saint-Étienne fonde des écoles, même *pour le peuple*. A la fin du même siècle, en plein Moyen-âge, *la loi interdit la persécution des sorcières* » qui n'existent pas. Dès le XII^{me} siècle nous avons *des universités*, surtout avec facultés de droit ¹ en outre nos jeunes gens fréquentaient les universités de l'étranger.

Au temps des Anjous, au XIV^{me} siècle, la culture prit un grand essor sous l'influence de la renaissance italienne et atteignit son apogée dans la *renaissance hongroise*, sous le règne du roi Matthieu Corvin, au XV^{me} siècle. Cette heureuse évolution ne fut interrompue que par les devastations des Turcs au XVI^{me} et au XVII^{me} siècle.

L'invasion turque arrêta tout ce développement et ce ne fut que la Transylvanie, alors indépendante, qui conserva la culture hongroise et même continua de la développer.²

L'époque de la réformation atteste également le libéralisme des Hongrois ; car la Transylvanie a proclamé la première, en 1571. à la synode de Torda, *le principe de la liberté des religions*.

Tous les héros de nos guerres d'indépendance ont pris les armes *pour la défense de la liberté constitutionnelle et religieuse*, toujours menacée par les Habsbourg.

La Réformation et la Contre-Réformation, ces luttes pour la civilisation et pour la liberté, de même que les idées romantiques et réalistes ont trouvé de remarquables défenseurs dans la littérature nationale et tous les courants d'idées de progrès ont trouvé chez nous des représentants éminents.

¹ L'université de *Veszprém* (fondée sous l'influence de la reine Marguerite soeur du roi Philippe II. de France, adoptant l'organisation de l'université de Paris) date du XII-me siècle ; celle de *Pécs* du XIV-me siècle ; celle de *Pozsony* du XV-me siècle ; celle de *Nagyszombat* du XVI-me et cependant les Tchèques osent réclamer ces deux dernières villes et les Serbes *Pécs*, ces centres de l'ancienne culture hongroise.

² Le prince *Bethlen*, au XVII-me siècle, a fondé l'Académie de *Gyulafehérvár* ; la princesse *Suzanne Lorántffy* encouragea, par de grands dons, celle de *Sárospatak*, datant de 1615.

La situation sociale de la femme

Mais l'esprit éclairé de la race magyare se manifeste le plus évidemment dans les lois concernant les droits de la femme tant au point de vue du droit privé qu' à celui du droit public. La loi qui, au cas de l'extinction de la branche mâle, investit la fille des droits du fils aîné, date du moyen-âge. La veuve de haute-noblesse avait le droit d'envoyer un délégué au Parlement, et par celui-là d'exercer son vote.

Les lois actuelles assurent l'égalité des droits d'hérédité aux filles comme aux fils. D'après la loi hongroise la femme n'est en aucune façon sous la tutelle de son mari, mais elle exerce ses droits de majeure¹ et en conséquence dispose absolument de sa fortune. Elle a droit à la moitié de l'acquisition commune et après la mort de son mari, devient la tutrice légale de ses enfants. La pension des veuves des fonctionnaires d'État monte à 50% du traitement du défunt. Toutes les carrières sont ouvertes aux femmes. La loi leur a concédé le vote dès l'âge de 24. ans, à l'exception des analphabètes. Ainsi les aspirations pour lesquelles combattent même à cette heure les féministes des pays civilisés de l'Ouest, sont depuis longtemps réalisées en Hongrie, décriée «barbare» par ses ennemis.

L'état actuel de la culture.

Au XIX^{me} siècle la vie intellectuelle en Hongrie a pris un essor prodigieux, grâce à l'activité politique et culturelle du grand patriote, comte Széchenyi. Elle est représentée par des écrivains dont les oeuvres, devenues classiques, sont connues universellement.² De grands savants ont enrichi, par leurs découvertes, le domaine des sciences.³ Et en sa qualité de pays agricole par excellence, la Hongrie a fondé la première une Académie d'agronomie, celle de Keszthely, en 1797.

¹ La fille, par l'acte du mariage, devient majeure, même avant d'avoir atteint l'âge de 24 ans.

² Petöfi, Jókai, Arany; dans le domaine de l'art: Liszt et Munkácsy.

³ En mathématiques les frères Bolyai; en médecine Semmelweiss, Lénhossék, Jendrassik; en biologie Apáthy (qui vient d'être traîné en prison par les Roumains et maltraité par eux); en physique le baron Eötvös, etc. Les recherches ethnographiques et philologiques de Körösy-Csoma et de Vámbéry sont très appréciées en Angleterre.

Les Églises des Nationalités.

L'établissement des Églises des nationalités témoigne du même libéralisme de l'État hongrois qui présidait à la loi des nationalités.¹ L'article IX. de la loi de 1868. proclame *l'autonomie complète des Églises grèques orientales* (roumaine et serbe).

Ces Églises *administrent leurs biens d'origine d'État ; elles organisent leurs écoles ; elles élisent leur clergé et leurs instituteurs.* La langue de l'enseignement religieux est, *même dans les Écoles de l'État, le roumain ou le serbe.*

En outre l'État a accordé aux *Églises des nationalités* une subvention annuelle de 7 millions et demi de K.²

Outre la subvention de l'État hongrois, *les Églises des nationalités ont accepté des subventions de fortes sommes des gouvernements russe et roumain ou de la propagande panslaviste*, et l'État a même toléré ces subventions, dont le but manifeste était l'agitation contre l'État-même.³

Les écoles des nationalités.

Selon la loi des nationalités, toutes les confessions et toutes les nationalités *sont libres d'établir autant d'écoles* qu'elles sont en état de maintenir, sous la seule condition de ne pas enfreindre les lois de l'État. La méthode d'enseignement et les livres à l'usage des écoles sont prescrits par les Églises-mêmes.

On a reproché à l'État de n'avoir pas encouragé l'établissement *d'écoles supérieures slovaques*. Mais il y avait bien de causes pour cela. L'association culturelle slovaque, *Maticza*, a bien fondé en 1870. *deux lycées*, que l'État fut contraint de fermer à cause de *l'agitation panslaviste* dont ces écoles furent les foyers.

¹ L'article XVII. de la loi de 1867. reconnaît la réception de la religion israélite.

² K = couronne.

³ L'acte le plus audacieux de cette propagande fut l'attentat contre l'évêque catholique grec hongrois de *Hajdu-Dorog*, en janvier 1914., lequel coûta la vie à trois personnes. L'enquête a révélé que les bombes avaient été envoyées de *Czernovîcz* et que les délinquants se réfugièrent en Roumanie, où les autorités ne prêtèrent pas un aide assez efficace pour les retrouver.

La prétendue intolérance de l'État est d'ailleurs mise à jour par le fait que *dans chacune des écoles normales de l'État la langue d'une des nationalités est obligatoire.*¹

L'état de culture.

La supériorité intellectuelle de la race magyare est démontrée par les statistiques qui se rapportent à l'état de culture des nationalités. Celle des analphabètes montre la proportion suivante :

De 100 personnes âgées de plus de 6 ans il y avait en 1910 d' analphabètes :

Hongrois	Allemands	Croates	Slovaques	Serbes
20.7%.	17.7%.	26%.	30.3%.	40.2%.
	Roumains	Ruthènes		
	66.9%	72.7%		

Fait curieux que parmi les Roumains, qui forment les 16.1% de la population du pays et dont les écoles font les 13.2% de toutes les écoles primaires, il y a 66.9% d'analphabètes, malgré qu'ils aient largement l'occasion d'acquérir les éléments de la culture intellectuelle. C'est qu'ils n' en profitent pas.

Ce fait justifie *l'ingérence de l'État et le contrôle qu'il a trouvé* nécessaire d'exercer sur les écoles des nationalités, *l'autonomie ayant abouti dans le domaine intellectuel à des résultats désolants.*

Ces statistiques donnent l'explication de ce fait que les employés, dont les fonctions exigeait des études spéciales, ont été partout, pour la plus part, des Hongrois.

L'État subventionne les *écoles des nationalités* aussi bien que leurs Églises. Pendant la guerre il a même accordé *l'assistance de guerre à tout le personnel de leurs écoles*, comme à celui des siens. Et ces subventions n'ont point été retirées, malgré l'invasion de l'ennemi.

De même la *politique culturelle* de l'État a toujours *favorisé les périphéries habitées par les nationalités*, au détriment de la Basse-Plaine peuplée de Hongrois. Les meilleures écoles de toutes sortes étaient à leur disposition et la langue hongroise

¹ Le roumain dans 8, l'allemand dans 7, le slovaque dans 6, le serbe dans 3, le croate dans 2, le ruthène dans 2, l'italien dans 2 écoles normales.

leur servait d'intermédiaire de culture universelle, grâce aux excellentes traductions de tous les chefs-d'oeuvre de la science et de la littérature universelle, exécutés dans cette langue.

*La répartition de la
population selon
les nationalités.¹*

Le droit de la Hongrie à son intégrité territoriale est encore démontré par le tableau statistique de la population.

En dehors de la Croatie la répartition de la population selon les diverses nationalités s'établit comme suit :

Magyars : 54.5%, Allemands : 10.4%, Roumains : 16.1%, Slovaques : 10.7%, Ruthènes 2.5%, Serbes : 2.5%, Croates : 1.1%, Autres : 2.2%². (Voir la carte ethnographique No. 3.)

L'accroissement de la population pendant les 40 dernières années fut beaucoup plus sensible chez les Magyars que chez les autres nationalités.² Cet accroissement n'est pas dû uniquement à la capacité d'absorption de la race magyare, mais aussi bien à sa vitalité prouvée par le nombre des naissances.²

*Table des nationalités
dans les villes.³*

La proportion des nationalités dans les villes répond à la supériorité culturelle de la race magyare et à celle de la race allemande. Dans les villes, formant une municipalité indépendante, cette proportion pour cent est la suivante :

1. Dans les districts du *sud*, occupés par les Serbes :

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates
Baja ⁴	79.9	8.3	—	1.1	—	—	—
Szabadka ⁴ ..	58.8	2	—	3.7	—	—	—
Zombor ⁴ ..	33	7.1	—	35.8	—	—	—
Ujvidék	39.7	17.6	4.3	34.5	—	1	1.9

¹ Voir la carte ethnographique de la Hongrie actuelle.

² Le nombre des Magyars a augmenté selon la proportion suivante :

en 1870 ils étaient 6,163.438 } ce qui démontre un accroissement de
en 1910 « 9,944.327 } plus de 50%

Voir la carte de la Hongrie administrative avec la population des villes.

⁴ Outre les nationalités énumérées il y a environ 20 — 30% de *Bunyevács*.

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates :
Pécs	83.6	12.8	—	—	—	—	1.4
Temesvár . .	39.4	43.6	—	4.8	10.4	—	—
Versec . . .	14.2	49.6	—	31.4	3.2	—	—
Pancsova . .	16.2	35.9	1.2	41.9	3.7	—	—

2. Dans les districts du *nord*, occupés par les *Tchèques* :

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates :
Pozsony . . .	40.6	41.9	14.9	—	—	—	—
Komárom . .	89.2	5.6	3.5	—	—	—	—
Selmecbánya .	41.8	3	55	—	—	—	—
Kassa	75.4	7.2	14.8	—	—	—	—

3. Dans les districts de *Pest*, occupés par les *Roumains* :

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates :
Kolozsvár . .	83.4	2.8	—	—	12.4	—	—
Marosvásárhely	89.3	2.4	—	—	6.7	—	—
Arad	73	6.9	—	—	16.3	—	—
Szatmárnémeti	94.9	1.8	—	—	2.8	—	—
Nagyvárad . .	91.1	2.2	—	—	5.6	—	—
Temesvár . . .	39.4	43.6	—	—	10.4	—	—

4. Dans les districts non-occupés :

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates :
Budapest . . .	85.9	9	—	—	—	—	—
Győr	—	—	—	—	—	—	—
Székesfehérvár	96.5	1.5	2.3	—	—	—	—
Miskolc . . .	95.4	1.8	—	—	—	—	—
Kecskemét . .	99.1	—	—	—	—	—	—
Szeged	95.9	2.2	—	1	—	—	—
H.-M.-Vásárhely	99.2	—	—	—	—	—	—
Debrecen . . .	98.5	—	—	—	—	—	—

5. Dans les districts réclamés par les *Autrichiens* :

	Magyars :	Allemands :	Slovaques :	Serbes :	Roumains :	Ruthènes :	Croates :
Sopron	44.2	51.1	—	—	—	—	2.3

(Les nationalités qui sont de moins d'un % ne sont pas prises en considération.)

Dans les villes les Slovaques et les Roumains sont en minorité infinitésime ; les Tchèques et les Roumains osent les réclamer tout-de-même.

L'élément magyar exerça dans les villes une grande force d'absorption sur les nationalités et cela, non par l'oppression, mais par la conquête intellectuelle.

IV. Prétentions territoriales.

Selon les statistiques, les Roumains, les Slovaques, les Serbes et les Croates forment réunis à peine le 30% de la population totale du pays. Néanmoins les nations voisines, sous prétexte de parenté et d'affranchissement, réclament 66% du sol hongrois sans tenir compte des frontières naturelles et économiques. *Ils veulent plus de deux tiers de notre pays.* Ils ont commencé de réaliser leur projet en envahissant par la violence même de vastes territoires habités exclusivement par des *Magyars*. Ces prétentions, si elles devaient être sanctionnées par la Conférence de la Paix, auraient pour conséquence non seulement la totale ruine économique du pays et de la capitale Budapest avec ses 2 millions d'habitants, mais par cela même au lieu d'assurer la paix, elles semeraient en Europe centrale les germes de conflits ardents et sans fin, lesquels menaceraient à tout moment le repos du monde.¹⁾

Les prétentions des Roumains.

Parmi les 26 comitats (le Bânat entier y compris) exigés par les Roumains, ceux-ci ne sont en majorité que dans 11, où la répartition des nationalités s'établit comme suit :

Hongrois	Allemands	Roumains	Autres
35.5%	10.8%	43.0%	10.7%

c'est à dire les Roumains sont en minorité (43%) contre 57% de la population non-roumaine.

La Transylvanie.

Les avantages de la majorité des Roumains même en Transylvanie deviennent douteux par les faits suivants :

1. *Les Hongrois et les Allemands* sont intercalés en masses compactes, sur de larges territoires, à peu près un million de Hongrois et 270.000 Saxons — entre les Roumains ; et ces mêmes territoires rompent l'unité du territoire de langue roumaine là, où celui-là est limitrophe de la Roumanie.

2. Le territoire occupé par les Roumains est en grande partie montagneux, boisé et couvert de glaciers ; c'est à dire inculte ou inhabité. (Voir la carte ethnographique No. 1.)

¹⁾ Comme elle fut toujours menacée par la paix de Francfort, quoique celle-ci n'arracha à la France qu'une seule province.

3. La *profession* de la majorité des Roumains n'est ni une profession indépendante, ni une profession intellectuelle ; 79% de la population sont de tout petit propriétaires, de journaliers agricoles et surtout de bergers ; c'est pourquoi le gouvernement actuel roumain de Transylvanie est forcé — pour maintenir la communication et l'administration — d'avoir recours aux mêmes Magyars qu' ils persécutent à cause de leur attachement à la patrie.

4. *Il n'y a pas une seule ville de majorité absolue roumaine* qui ait 10.000 habitants ; ce qui veut dire qu' il n'y a pas un seul centre de culture roumaine. (Voir la carte No. 3.)

En 1910. la population se trouva ainsi répartie :

	Hongrois	Allemands	Roumains
Kolozsvár (que les Roumains réclament pour capitale)	51.000	2.000	8.000
Brassó	18.000	11.000	12.000
Déva	6.000	—	2.000
Marosvásárhely	23.000	1.000	2.000
Nagyenyed	6.000	—	2.000
Nagyszeben	7.000	17.000	9.000

Dans les deux villes principales, *Kolozsvár* et *Marosvásárhely*, la proportion de la population roumaine est de 12.4% pour la première et de 6.7% pour la seconde. En *Transylvanie même*, les Roumains sont en minorité dans 6 comitats, dont 4 sont de majorité magyare absolue.

Ce sont les comitats de :

Csik	où la proportion de l' élément Magyar est de	}	86.4 %
Háromszék			83.4 %
Udvarhely			93.4 %
Marostorda			57.4 %

La Hongrie proprement dite.

En dehors de la Transylvanie, les Roumains ne sont en majorité que dans les comitats d' *Arad*, de *Szilágy* et de *Krassó-Szörény* ; mais en ce qui concerne le premier de ces comitats, ils ne forment dans le chef-lieu *Arad* que 16.3% de la popula-

tion. Ils sont au contraire en *minorité absolue* dans le *Bánát* qu'ils réclament : par exemple au comitat de *Torontál* leur proportion est de 14·3% ; à celui de *Temes*, de 40·1%. Dans les villes leur nombre est infime : p. e. à *Temesvár* de 10·4, à *Versec* de 3·2, à *Pancsova* de 3·7%.

Ils réclament en outre une partie du comitat de *Békés*, où la proportion des habitants roumains est de 2·1% seulement ; le comitat de *Csanád* qui a 9·7%, celui de *Bihar* qui a 44·9% de Roumains. Dans le chef-lieu de ce dernier comitat, *Nagyvárad*, il n'y a que 5·6% de Roumains ;* enfin le comitat de *Szatmár* où ils atteignent 32·8%, mais dans le chef-lieu du même nom de ce comitat leur proportion se trouve réduite à 2·8%.

L'offense faite au principe Wilsonien de libre détermination des peuples devient manifeste. Par exemple dans le comitat de *Brassó* occupé par les Roumains, la proportion des habitants hongrois et saxons est de 64% et dans le comitat *Nagyküüllő* de 54%. Sur l'ensemble du territoire, que les Roumains veulent arracher à la Hongrie, se trouvent 6,841.000 habitants dont 2,939.000 sont Roumains (donc une *minorité* de 42·9%). Faut-il s'étonner que ces races à culture supérieure ne pourront jamais se résigner à l'occupation roumaine, qui, pour les Hongrois serait l'équivalent d'un suicide ?

L'authenticité des statistiques.

Les Roumains mettent en doute l'authenticité des statistiques hongroises. On peut s'en rapporter au contrôle qui est fourni par la répartition des religions, sachant que les Roumains sont pour la plupart Grecs orientaux et quelques fois catholiques grecs. Prenons quelques cas au hasard.

Eh bien, dans le comitat d'*Arad* le nombre des Roumains est de 229.000 et les religions se répartissent ainsi :

Grecs-orientaux :	218.000
Grecs-Catholiques	14.000
Au total	232.000

De ce dernier nombre, il faut déduire les 15% de Hongrois, appartenant, eux aussi, à la religion catholique grecque. Dans le comitat de *Brassó*, le nombre des Roumains est de 35.000 ; le nombre des Grecs orientaux également de 35.000. *La coïncidence est bien évidente.*

* Contre 91·1 de Magyars ; et les Roumains osent tout de même réclamer cette ville, siège d'une ancienne culture hongroise.

Puisque les matricules des Églises ne peuvent pas être altérées *ad libitum*.

Ces faits prouvent l'authenticité des statistiques hongroises.

*Les prétentions des Tchéco-Slovaques
dans les parties septentrionales de
la Hongrie.*

Les habitants de langue slovaque ne sont en majorité que dans 8 comitats, dont *Sáros* et *Szepes* ne veulent nullement être séparés de la Hongrie, *Sáros* étant d'origine hongroise et ne fut slovaquisé que plus tard ; *Szepes* ayant une haute culture ancienne allemande, et les «*Zipser*s» eux-mêmes étant attachés fortement à la patrie hongroise. Si on en appelle au plébiscite, il est probable que même les Slovaques occidentaux se prononceront contre leur disjonction ; ce qui sera en partie l'effet du régime tyrannique actuel des Tchèques qui s'efforcent d'empêcher le plébiscite, dont le résultat favorable pour eux est devenu bien précaire par le fait, que les Slovaques-mêmes commencent à se révolter contre leur régime brutal ; et l'organisateur de leur résistance est le même Père *Hlinka*, à l'instigation de qui *Scotus Viator* avait écrit son livre contre nous.

D'ailleurs, une autre allégation des Tchèques vient d'être réfutée par les faits. Ils fondaient leurs prétentions au territoire slovaque sur l'unité des langues. Mais les juges tchèques sont forcés de se servir d'interprètes pour se faire comprendre par le peuple slovaque. La prétendue unité des langues n'existe pas, le slovaque étant une branche indépendante de la langue slave.

L'État tchèque ne se contente pas d'exiger 8 comitats ; il étend ses visées insolentes sur 17 comitats hongrois ; c'est à dire qu'il a également des prétentions sur des régions où les Hongrois sont en grande majorité. Dans ces 10 comitats, on trouve la proportion suivante :

Abauj	.....	18.7 %	Slovaques seulement
Nógrád	.....	22.3 «	«
Gömör	.....	38.4 «	«
Hont	.....	36.8 «	«
Zemplén	.....	27.1 «	«
Ung	.....	22.4 «	«
Komárom	.....	4.1 «	«
Esztergom	.....	8.3 «	«
Pozsony	.....	49.5 «	«

Dans une seule ville les Slovaques sont en majorité : c'est *Selmecbánya*, où leur proportion est de 55%. Les Tchèques exigent aussi le comitat de *Pozsony*, avec la ville de ce nom, qui fut la capitale de la Hongrie pendant l'invasion turque et l'ancien siège du couronnement de nos rois. Dans le chef-lieu *Pozsony* même la proportion des Slovaques n'est que de 14.9%¹. Les Tchèques ont déjà envahi tous ce territoire, ce qui est en contradiction aux droits des peuples, et ont réduit au désespoir par leurs procédés tyranniques les habitants, surtout des régions purement hongroises.

Les Prétentions des Serbes.

Les Serbes ne sont en majorité dans aucun comitat de la Hongrie. Leur proportion dans le comitat de *Torontál* est de 33% ; dans celui de *Bácsbodrog* de 19%. Le centre intellectuel des Serbes de Hongrie est la ville de *Ujvidék* ; mais là-même leur proportion n'est que de 34.3% contre 40% de Hongrois et 18% de différentes nationalités. Et pourtant ils ont occupé tout le *Bánát* et même une partie de la région transdanubienne : le comitat *Baranya* avec le chef-lieu *Pécs* avec 0.2% de Serbes et une majorité de 83.6% magyare, *Vas* avec 3.7% de Croates, 0.0% de Serbes.

Résumé.

Les nationalités n'ont la majorité que dans 19 comitats de la Hongrie ; malgré cela ils en réclament 49. Aussi celles de leurs prétentions, qui peuvent paraître légitimes, entraîneraient-elles l'oppression de l'élément cultural hongrois là, où elles sont en majorité : car la race magyare, organisatrice de l'État, n'habite pas exclusivement en masses compactes la région de la Basse Plaine, mais se rencontre dispersé sur tout le territoire du pays, comme sauvegarde en même temps de la culture, de la vie économique et de l'administration. De là provient la prépondérance de la race magyare dans les villes et dans le ressort des chemins de fer.

Quant aux Slovaques, les Hongrois ne les ont jamais considérés comme des étrangers ; ils parlaient leur langue et dans la

¹ Pour donner à cette ville une teinte slovaque, à l'occasion de l'entrée solennelle du gouvernement tchèque, ils ont fait venir environ 20.000 paysans slovaques des villages, pour y figurer comme des citoyens. (Note de 1920.)

Haute Hongrie ils s'en servaient même souvent dans leur propre vie de famille.¹

Les aspirations panslavistes des Slovaques sont de récente date; seule l'agitation des agents tchèques les a poussés à se déclarer nos ennemis; mais déjà la *plupart d'entre eux se repentent* et ne demandent pas mieux que *de rester citoyens de la patrie hongroise.*

V. Situation économique et politique sociale.

La nation hongroise ayant recouvré en 1867. sa souveraineté, se mit sans délai à la réforme économique et sociale du pays. Le libéralisme complet envers les nationalités et les confessions présidait à toutes ces réformes. L'État hongrois n'a jamais restreint le droit d'acquisition de terrains des nationalités, non plus que leur expansion économique. Il leur prêtait, au contraire, très souvent son assistance même au détriment de la race hongroise.

Les Instituts financiers des Nationalités.

Le premier institut financier de caractère *exclusivement roumain fut l'Albina* de Nagy-Szeben, fondé en 1872. En 1910. le nombre des banques roumaines montait à 150, celui des banques coopératives à 70. Quoique les banques des nationalités devaient leur subit développement à *l'appui des gouvernements et des banques de la Roumanie et de la Bohême, dans un but politique, le gouvernement hongrois n'a jamais entravé leur développement*

¹ Il faut rectifier ici une assertion erronée de *Scotus Viator*, répétée par lui à toute occasion avec emphase, à propos d'un proverbe hongrois: «Le Slovaque n'est pas un homme» — qu'il cite d'un geste tragique, comme si c'était la négation de la dignité humaine des pauvres Slovaques. Mais il n'en est rien. Ce n'est que simple raillerie de nationalités. D'ailleurs, il n'en cite pas la fin: «... le millet n'est pas un mets.» (A tót nem ember — a kása nem étel.) Ainsi complété, c'est une parallèle plaisante, avec un grain de vérité dedans: c'est à dire que le Slovaque nourri de millet n'a pas la force physique du Hongrois nourri de viande et de lard et qui travaille — surtout aux champs, pendant la récolte — pour dix Slovaques. C'est la constatation plaisante d'un fait économique bien connu. Rien de plus.

et même la banque d'État et les grandes banques hongroises leur accordèrent un crédit de plusieurs millions.¹

Les Slovaques ont aussi des banques nationales presque dans toutes les villes et tous les villages de caractère slovaque. Ces banques ont, à l'aide du capital tchèque, poursuivi une politique foncière agressive, sans en être empêchées par le gouvernement hongrois.

Les Saxons de Transylvanie et les Serbes ont également des instituts financiers puissants, de caractère purement national. Toutes ces banques se servent librement de leur langue nationale pour la direction de leurs affaires et dans leur correspondance et emploient exclusivement des gens de leur nationalité. Au contraire au personnel des banques d'État ou des grandes banques hongroises tout citoyen est admis, à quelle nationalité qu'il appartienne et ces banques hongroises ne refusent leur crédit à personne, quelle que soit sa langue.

Impôts des Nationalités.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le gouvernement hongrois subventionne de plusieurs millions les Églises et les écoles des nationalités, bien que la majeure partie de celles-ci (Roumains, Ruthènes, Slovaques) ne contribuent que d'une faible part aux impôts. Les régions où ils habitent en masse, constituent, au point de vue de l'entretien de l'État, un passif très élevé et l'État hongrois a dû toujours y suppléer.

En 1895, des impôts directs d'environ 180 millions de K furent levées en Hongrie. De cette somme 20 millions K furent payées par les comitats de majorité roumaine, slovaque et ruthène, c'est à dire $\frac{1}{9}$ seulement du total des impôts directs.

Tandis que les territoires purement magyars ou de population mixte avaient à verser 160 millions, ce qui est les $\frac{8}{9}$ des impôts directs. Il est hors de doute que le développement de ces territoires, habités par les nationalités, si attardées au point de vue

¹ Ces banques réussirent à acheter et à transférer dans les mains des Roumains des territoires hongrois de la valeur d'environ 1 million de K et pendant les dernières années elles ont consacré 70.000 K, d'après leur propre aveu, à des buts exclusivement roumains.

économique et intellectuel, aurait été subitement enrayé, si l'État hongrois n'avait utilisé à leur profit le surplus des impôts versés par les territoires riches, fertiles et mieux exploités hongrois.

Culture économique.

Les Saxons de Transylvanie, grâce à leur liberté, leur culture, leur discipline et leur faculté organisatrice, parvinrent à une culture économique et par cela à un degré de prospérité extraordinaire.

L'ancienne race magyare des Székelys, établie à l'est de la Transylvanie, et les autres Hongrois — en tout 1 million — constituent un élément apte à se développer, *économe, diligent et très actif*. L'art populaire fut en honneur chez eux dès l'origine, et il est encore de nos jours très apprécié et admiré à l'étranger. Les ballades des Székelys rivalisent avec les fameuses ballades écossaises.

Et pourtant on prétend asservir ces deux races, la hongroise et la saxonne, de haute culture économique et intellectuelle, à la race roumaine, bien inférieure à elles.

Les Roumains sont arriérés en tout sens et ce sont] leur prêtres même et leurs maîtres d'école qui refusent de les faire sortir de leur situation honteuse. [Ils] les maintiennent à propos délibéré dans l'ignorance et dans la superstition la plus stupide.

La répartition de la propriété foncière.

Ily a en Hongrie beaucoup de grandes propriétés, et un prolétariat agricole fort nombreux. Mais il n'est pas question de l'oppression des nationalités, car l'élément hongrois est représenté dans ce prolétariat dans une proportion beaucoup plus forte que ne le sont les nationalités.

La politique de communication par le moyen des tarifs de zones réduites, rapprochant les périphéries du centre, favorisa surtout les nationalités.

Le territoire desséché comprend 3.822,000 hectares, c. à. d. plus que la superficie totale des territoires desséchés de toute l'Europe. Une partie considérable de ces territoires arrachés à l'eau sont la source de prospérité pour les Serbes et les Roumains du sud.

Administration forestière. Le département forestier de l'État comprend 2 mill. d'arpents dont 90% se trouvent sur le territoire montagneux des nationalités qui en profitent amplement.¹

Par l'exploitation forestière de l'État 36 mill. de K reviennent par année comme salaires aux habitants des régions montagneuses, dont $\frac{8}{9}$ appartiennent aux nationalités.

Fiume. L'État hongrois a sacrifié des sommes énormes depuis l'époque du compromis de 1867 en faveur de la ville de Fiume, qui a pris un essor inespéré. De petit port de pêcheurs cette ville devint un port considérable de commerce universel et un centre d'industrie, tout en gardant son caractère italien.

Enseignement agricole. Pour encourager l'augmentation de la production et par là le bien-être du peuple, l'État a introduit dans le programme des écoles primaires et des écoles normales, comme objet obligatoire, l'enseignement agricole. Les nationalités en profitent autant que les Hongrois.

Il en est de même, quant aux écoles d'agriculture et aux académies d'agronomie, comme pour les instituts scientifiques agricoles,² où les étudiants des nationalités peuvent s'instruire tout en jouissant des mêmes places de faveurs et des mêmes avantages que les étudiants hongrois.

VI. Politique sociale.

Les établissements de bien public sont la meilleure pierre de touche du degré de culture d'un État moderne. C'est dans ce domaine que l'État hongrois a exercé l'activité du plus haut prix au profit des nationalités.

Ayant reconnu les graves défauts de l'administration autonome des confessions, il organisa toute une série d'établissements

¹ Le terrain labourable a été parcellé en petites fermes et distribué au peuple. Sur les alpes, des établissements pour le bétail furent installés. En outre dans les établissements forestiers ont été créés 65 magasins d'alimentation destinés à pourvoir les ouvriers d'aliments et de vêtements à bon marché. Le mouvement annuel dépasse 20 millions.

² Les Instituts de Géologie, d'Expériences de Physiologie, d'Entomologie, de Botanique, d'Horticulture, de Pathologie botanique, celui pour Examiner la Semence, l'Institut Forestier et surtout le célèbre Musée d'Agriculture de Budapest, unique dans ce genre ; tous ces instituts étant le résultat du travail scientifique et du zèle de Magyars chauvins.

de bien public, en conséquence d'une *politique sociale sciemment et sûrement conçue*. Il n'épargna ni frais, ni peine pour améliorer le sort du peuple, par des institutions économiques et culturelles, *surtout celui des nationalités arriérées* ; et cela aux dépens de l'élément magyar et avec le surplus des impôts perçus sur les territoires de population hongroise.

La protection des mineurs.

La protection de l'enfance. En ce qui concerne la protection de l'enfance la Hongrie marche à la tête du progrès. *L'oeuvre de la Protection de l'Enfance par l'État* protège 60.000 enfants abandonnés, qui sont mis en pension dans des familles honorables à la campagne. Cette oeuvre, en coopération avec la *Ligue pour la Sauvegarde des Enfants* exerce une admirable activité sur tout le territoire de la Hongrie, et les enfants des nationalités en profitent aussi bien que les enfants magyars. *L'enseignement de la protection des mères et des enfants à la mamelle est obligatoire* dans les écoles normales et secondaires.

Sauvegarde des petits enfants. C'est une tradition pieuse en Hongrie depuis que la comtesse Thérèse de Brunswick a fondé en 1838 la première école maternelle, le « Jardin d'Anges ». *La loi de 1891 décréta la sauvegarde des petits Enfants dans des écoles maternelles obligatoire*. Par cette loi la Hongrie devança les autres nations de l'Europe.

En 1913—14. 2958 écoles maternelles et asyles étaient en activité, avec 4 millions d' enfants, dont 2357 de langue hongroise, 601 de langues de nationalités.

En 1910. 2229 écoles maternelles étaient entretenues par l'État et de ce nombre 723 se trouvaient dans des communes habitées par les nationalités, sous la garde et sous les soins d'institutrices hongroises.

77% des enfants étaient Hongrois, 9% Slovaques, 8% Allemands, 5% Roumains, 1% Ruthènes et 2% mixtes.

Les écoles maternelles indépendantes de l'État, bien que *non-hongroises*, sont aussi subventionnées par l'État. En 1910 545 écoles maternelles et asyles reçurent de l'État une subvention de 386.000 K, dont les nationalités eurent leur part, en proportion du nombre de leurs écoles.

La protection légale des mineurs est également organisée. Les *patronages*, les *maisons de correction*, les *tribunaux pour les mineurs* protègent la jeunesse des nationalités aussi bien

que la jeunesse hongroise. L'élite des hommes et des femmes hongrois participe à ce travail sauveur, aussi bien en faveur des nationalités, qu'en celle de la race magyare.

Institutions d'hygiène publique. L'État entretient, aidé par le public hongrois, toutes sortes d'institutions d'hygiène publique.¹ Tous ces établissements sont subventionnés par l'État, sinon entretenus par lui.

La Caisse des Journaliers Agricoles. Cette caisse assure aux journaliers et aux domestiques agricoles, contre un versement annuel de 1.50 K de cotisation, en cas d'accident et de maladie, les soins médicaux et les médicaments gratuits et une assistance pécuniaire conforme ; les taxes étant à la charge du patron ou au propriétaire des machines.

Les bienfaits de ces institutions s'étendent sur environ $1\frac{1}{2}$ million de journaliers et de domestiques appartenant aux nationalités.

Caisse d'Épargne Postale. Au point de vue économique, nous devons avant tout mentionner la *Caisse d'Épargne Postale* que l'État a organisée, afin de faciliter aux plus petites bourses l'acquisition d'un certain capital.

Cette action s'étend sur tout le territoire de la Hongrie.

Associations co-opératives. Les Associations coopératives ont une importance plus considérable encore. Celles de crédit ont pris un développement inespéré. En 1916 la *Société centrale Hongroise coopérative de Crédit* a créé :

Dans 8 comitats de majorité slovaque : 93 sociétés avec un mouvement de 51 millions K ;

dans 3 comitats de majorité ruthène 123 soc. avec un mouvement de 36 millions K ;

dans 8 comitats de majorité roumaine 199 soc. avec un mouvement de $136\frac{1}{4}$ millions K ;

dans 9 comitats de majorité de nationalités diverses 358 soc. avec un mouvement de 384,600.000 K.

Total 773 associations de crédit, avec un mouvement de 586,850.000 K.

Cette centrale hongroise assiste donc les peuples des nationalités de plus d'un demi milliard par an.

¹ Tels que les cliniques, l'Institut Pasteur, les hôpitaux, les instituts pour les sourds-muets et les aveugles, celui pour les idiots et pour les aliénés ; enfin la vaccination contre la petite-vérole est obligatoire depuis plusieurs dizaines d'années.

La » Hangya ». La Centrale de la Société coopérative de Consommation »La Hangya» (Fourmi) déploya une grande activité sur le territoire et au profit des nationalités. En 1916, cette société avait à côté de 879 associations hongroises, 277 sur le territoire des nationalités et 299 dans les régions de nationalités mixtes. De ces sociétés 184 étaient slovaques, 46 roumaines et 5 ruthènes, les autres allemandes.

Ces deux sociétés ont été fondées par de purs Magyars et toutes les régions du pays — y compris les territoires des nationalités — participent également et dans une large mesure, aux bienfaits de ces deux institutions. Les autres associations coopératives du pays ont travaillé également au profit des nationalités : leur nombre est environ de 1000. De plus 469 sociétés co-opératives laitières d'entre elles servent principalement les intérêts économiques des territoires des nationalités.

La reconstruction des villages détruits par les Russes. L'action sociale entreprise avec l'appui du gouvernement pour reconstruire les villages détruits par les Russes, fut exclusivement au bénéfice des nationalités.

Le développement de l'industrie domestique s'effectuait de même au profit des nationalités.¹ La société et l'État soutiennent cette industrie avec un égal esprit de sacrifice, dans l'intention d'assurer un gain hivernal surtout aux populations des régions montagneuses. L'État a encore développé, selon un plan préconçu, par la création d'Associations coopératives le tissage, la sculpture en bois. Dans les districts méridionaux l'État a distribué des métiers à tisser ; puis il a introduit la vannerie, le tissage de paille etc. En fournissant les matières crues et en organisant la vente, il a facilité le développement de l'industrie domestique et par là-même il a contribué à la prospérité des nationalités.

Presque toutes les branches des oeuvres de bien public ont été développées par l'État en faveur des régions montagneuses habitées par les nationalités. Cette action fut commencée, il y a 20 ans, dans l'intérêt du peuple ruthène réduit à la misère par l'usure. Par la suite, elle s'étendit sur toute les régions montagneuses. Elle embrassait en 1911 20 comitats et subvint à tous les besoins du peuple.

¹ La Société »Isabella» déploya son activité sur tous les territoires habités à l'Ouest par les Slovaques ; d'autres en ont fait de même pour les Ruthènes à Zemplénrákó, pour les Slovaques à Csetnek, pour les Serbes à Zsebely etc.

En ce qui concerne l'agronomie, l'Etat développait l'élevage du bétail en distribuant des animaux reproducteurs ; puis, l'enseignement agronomique par les petites fermes modèles. Des *cours*, ayant pour objet la tenue du ménage, furent organisés au profit des jeunes filles des petits propriétaires fonciers.

De la semaille, des machines à semer, des engrais chimiques furent distribués ; des vergers modèles et un institut agronomique furent créés et le peuple fut mis à même d'étudier les meilleures méthodes servant l'exploitation.

L'Etat organisa des *cours d'industrie domestique* : de vannerie, de tresser des nattes, de sculpture en bois, de faire des balais, de faire des dentelles, de tissage, de confectionner des jouets ; il ordonna la récolte des herbes médicinales etc.

Il organisa les propriétaires en syndicats agricole ; il créa des sociétés coopératives de crédit, de consommation, des sociétés laitières, des sociétés pour l'assurance du bétail etc.

Il fit creuser des puits, construire des aqueducs, régulariser les eaux ; il organisa la défense judiciaire gratuite surtout contre l'usure ; il vint à l'aide du peuple en cas de sinistre ; il fit cultiver les terres des invalides et des malades ; il combattit l'alcoolisme et les autres maladies du peuple.

Il n'y avait pas de mal, auquel l'Etat n'eut immédiatement cherché remède. L'Etat a dépensé pour ces travaux fortes sommes ; mais ce qu'il y a de meilleur, c'est le travail-même accompli pour le bien du peuple.

Il faut bien admirer le zèle apostolique et la subtilité des hommes de coeur, qui organisèrent cette oeuvre et savaient l'adapter à tous les besoins de chaque région et de chaque nationalité. Et ces organisateurs éclairés et désintéressés sont presque tous des *Magyars chauvins*, qui sont fiers d'avoir fait sortir ces peuples arriérés de leur ignorance et de leur misère et tous sont les fanatiques de leur travail. Ce travail rédempteur pour le bien des nationalités fut conçu, les détails en furent élaborés par des cerveaux magyars ; les meilleurs des Hongrois ont travaillé et travaillent encore à son exécution.¹

Et c'est ainsi en Hongrie sur tout le domain de la politique sociale. *Aucune nation n'a fait autant, ni fait de sacrifices pareils pour ses nationalités.*

¹ L'invasion menace de détruire cette belle oeuvre et ceux qui l'ont créée sont chassés par les «airanchisseurs» et réduits à la misère. En Transylvanie les Roumains ont fait encore pis : ils ont tout simplement fait enlever (pendant la nuit, par des soldats) les fonds (d'environ 250.000 K) d'un orphélinat pour les orphélins de guerre sous prétexte qu'ils servaient de moyens de propagande et, par là, ils ont réduit les orphélins à la détresse. C'est là leur travail civilisatoire.

Tandis que toutes les Institutions de bien public et économique *des nationalités* ne servait que les buts étroits de leur propre race, la race magyare n'a exclu jamais personne de la participation aux bienfaits sociaux et culturels résultant de l'activité organisatrice déployée par l'État hongrois ou par l'activité privée, dont profitèrent largement surtout les nationalités.

Cela atteste au plus haut point la maturité politique de la race magyare, fondatrice de l'État, et sa prédétermination au gouvernement. Si reignier veut dire accepter la responsabilité et défendre et protéger les faibles : dans ce pays il n'y a que la race magyare, qui, dispersée sur tout le territoire du pays, se charge du travail de l'organisation, du gouvernement, du développement économique et du progrès intellectuel et en prend sur elle toute la responsabilité. Toutes les autres races ne travaillent que chacune pour elle-même ; la race hongroise seule étend son activité économique et culturelle sur toutes les races du pays.

Voilà son juste titre au gouvernement de l'État.

VII. La situation actuelle de la Hongrie.

Les erreurs. Notre malheureuse situation politique, due à la politique de la dynastie étrangère des Habsbourgs, constamment dirigée contre la Hongrie, politique qui soutenait sans cesse les nationalités à notre plus grand détriment — en outre notre représentation à l'étranger commune avec l'Autriche — enfin le fait que *notre race est une race isolée*, furent cause du succès de la *propagande nationaliste* dirigée contre la Hongrie à l'étranger, celle-ci ayant été empêchée d'élever sa voix pour soutenir sa juste cause et pour proclamer son bon droit. C'est pour cette raison que le jugement de l'Europe à notre égard repose sur une erreur.

Quant aux aspirations des nationalités, qui s'empressent d'exploiter notre triste situation, nous renvoyons nos lecteurs à *Scotus Viator*, qu'on ne peut accuser d'être prévenu en faveur des Hongrois, et qui écrit (page 301) : »Ce rêve d'une Grande-Roumanie entre Orsova et Kisenev et s'étendant de Constanza à Nagyvárad ne mérite pas l'examen... aucun homme éminent ne saurait soutenir de telles prétentions phantastiques, dont la réalisation constituerait un grand danger pour la Roumanie,

la Hongrie et même l'Europe — ce qu'on sait fort bien à Bucarest ; « et » toutes les tendances d'irrégentisme ne sont que suggestions maladroites ou aspirations criminelles. »

Scotus Viator ne croit pas que l'élément hongrois puisse jamais se plier à l'autonomie des races et il cherche une solution moins brutale : le *suffrage universel secret*, la *réforme de l'administration* des comitats, l'*application de la loi des nationalités* lui paraissent résoudre ce problème le plus efficacement. Il conclut ainsi : « Toutes les réformes, que je préconise, laissent intacte l'ascendant de la couronne de St. Etienne, ainsi que l'intégrité territoriale de la Hongrie et le rôle prépondérant de la langue hongroise... celle-ci sera, comme par le passé, la langue d'État, l'unique langue des débats parlementaires, celle du pouvoir exécutif central, et de la haute magistrature... Elle sera la langue officielle des deux universités hongroises et une des matières obligatoires de l'enseignement de toutes les écoles moyennes.¹

Les lois conciliatrices.

Lorsque la Hongrie offrit aux nationalités un compromis, les Hongrois ne niaient nullement les fautes et les abus occasionnés par une administration vicieuse. Mais ces fautes étaient les mêmes par tout le pays et l'élément magyar en souffrait tout-autant. L'État Hongrois, maintenant indépendant de l'Autriche, s'est déjà mis à remédier à ces défauts, en accordant à toutes les nationalités une autonomie complète (même le ministère des nationalités est déjà organisé).

Le gouvernement actuel s'inspira des vrais principes *Wilsoniens*, concernant le droit de libre détermination des peuples et fit aux nationalités des concessions, jusqu'à reconnaître la priorité de leurs langues (là, où elles sont en majorité), non seulement dans les écoles, mais aussi bien dans l'administration locale ; mais de plus à leur transmettre l'autorité administrative dans les régions du pays, où elles sont en majorité. Mais par conséquent, il demande sur ces territoires également la même autonomie pour les minorités magyares.

Les frontières réclamées par les Tchèques et les Roumains

¹ Voir à ce sujet le livre de E. V. Knatchbull : *The political Evolution of the Hungarian Nation* (Londres 1908.) et celui de Léopold Ováry : *Les Roumains de la Hongrie et l'État hongrois* (Paris).

ne répondent point aux principes énoncés par Wilson. En effet sur le territoire exigé par les Roumains, habitent, en face de 2,939.000 Roumains, 3,900.000 non-Roumains. Sur le territoire réclamé par l'État Tchéco-Slovaque, la population slovaque n'est que le 42 % de la population globale. Peut-on s'imaginer que les majorités allemande et hongroise se soumettent au régime de races, qui leur sont bien inférieures, en culture, comme en morale? Peut-on croire que l'élément magyar et l'élément allemand pourraient souffrir que plus de 12 millions de leurs race soient exposés à la terreur d'une minorité de 6 millions seulement?

Mais la solution préconisée par le gouvernement rencontre une sérieuse difficulté : à savoir, que sur ce territoire il ne se trouve pas une seule nationalité dans des masses compactes sur un territoire cohérent. L'élément hongrois a pris racine par tout le pays et les grandes villes hongroises rompent partout le bloc des nationalités qui se groupent surtout autour de ces vastes terrains inhabitables des hautes montagnes.¹

Le témoignage des faits.

À quoi les Hongrois se peuvent-ils attendre en cas, que les aspirations des Tchèques, des Serbes et celles de la Roumanie se réaliseraient, au détriment de la Hongrie?

Après avoir étendu leur domination illégale, en dépit de l'armistice, souvent au delà de la ligne de démarcation, sur des territoires désarmés, leur oppression s'aggrave d'atteintes insupportables, non seulement à la langue, à la liberté d'enseignement et de culte, mais encore à la liberté individuelle la plus élémentaire, et au respect de la dignité humaine.²

¹ Voir la carte ethnographique,

² Un jeune garçon, qui osait planter notre tricolor sur une place de Pozsony, fut fusillé par les soldats tchèques. Une dame de Transylvanie, femme du premier-médecin du comitat, qui portait une cocarde de nos couleurs, fut bastonnée par les soldats roumains avec son mari (à Marosvásárhely).

Le *zsupan* tchèque d'Eperjes interdit au corps enseignant l'usage de la langue hongroise ; et lorsque celui-ci — environ 350 personnes — répondit par l'intonation de la *Hymne* hongroise, qui est notre prière nationale, il fit disperser l'assemblée par les armes et conduire en prison les notables. Serbes et surtout Roumains en ont fait de même, mais aggravé par la bastonnade.

Une dame très distinguée de Teplitz, femme d'un notaire publique, ayant été déshabillée et bastonnée en pleine rue par les Tchèques, devint folle de honte et mourut à l'hôpital des aliénés à Debrecen.

*On nous interdit de parler notre langue et de porter nos couleurs ; on nous impose — sous peine de punition — une langue étrangère.*¹

La *bastonnade*, abolie chez nous, il y à un demi-siècle, est rétablie par les «affranchisseurs» et *appliquée sans distinction d'âge, de sexe et de niveau cultural.*² Voilà la démocratie et l'égalité tchéco-serbe-roumaine.

Les *employés d'État* sont forcés de *prêter serment* au régime ennemi, et ceux qui s'y opposent, ne voulant pas commettre un *parjure*, sont conduits en prison, ou bastonnés, ou chassés, ou bien déportés comme otages avec l'élite des citoyens.³

Ils font mieux que ça. Des *tortures*, dignes de l'inquisition, mais inouïe de nos jours, sont employées, surtout par les Roumains.⁴

Mais ce qui est de plus révoltant : c'est ce qu'ils *déshonorent les femmes devant leurs maris* et même *les mères en présence de leurs filles* et vice-versà.

C'est plus affreux, que toutes les souffrances de la guerre.

Ces atrocités révoltantes des envahisseurs prouvent assez que nous avons bien raison de nous défier d'eux. Les *rapports officiels* et les *protocoles* dressés sur ces faits⁵ seront déposés devant le Congrès de la Paix.

¹ Beaucoup d'écoles hongroises ont été fermées (les universités hongroises de Pozsony et de Kolozsvár aussi).

² En Transylvanie la bastonnade est fréquemment appliquée, même à des femmes enceintes, à des vieillards et aux enfants ; de même qu'aux juges des tribunaux et aux autres personnages de distinction.

³ Tout le personnel des chemins de fer d'État ayant refusé de le prêter, le gouvernement roumain retint tous leurs appointements, en plein hiver au 1^{er} février, 1919. et même les pensions des veuves et les secours des orphelins, pour plier les hommes par la détresse de leurs familles. C'est bien ingénieux et digne d'un peuple qui prétend être cultivé.

⁴ À *Csúcsa*, en Transylvanie, ils mutilèrent les extrémités d'un gendarme, puis mirent du sel dans les blessures sanglantes, pour le faire souffrir davantage. Cette pratique — de mettre du sel dans les plaies — est employée couramment par eux.

⁵ Si les délégués américains et anglais n'ont pu vérifier plus de faits, c'est parce que les victimes ne voulaient pas — par leurs aveux — livrer leurs familles à la vengeance de leurs bourreaux.

Les dangers du démembrement.

Mais la politique — nous le savons bien — s'inquiète peu des souffrances individuelles. Pour elle le problème principal d'intérêt pour l'Europe entière se pose ainsi : *quelles seront les conséquences du démembrement*, en cas que nous cédon's à la force et que l'on nous contraint de nous y soumettre ?

1. *Ruine* : La vie économique de la Hongrie subirait une catastrophe : les champs de céréales de la plaine hongroise, les immenses forêts, les mines de houille et de fer ne sauraient prospérer les uns sans les autres. La *décadence de la culture économique et intellectuelle de la Hongrie*, ce qui n'est aucunement l'intérêt de l'Europe, en serait la conséquence désastreuse.

2. Le nouveau Balkan. *Un Balkan agrandi en suivrait*, où les conflits politiques et nationaux seraient bien aggravés.

3. Irrédentisme. *L'irrégentisme magyar* serait des plus exaspérés, ne possédant aucune garantie, de ce que sur les territoires réclamés par nos ennemis, en cas de leur domination, l'élément magyar pourrait jouir d'une autonomie, égale à celle, que nous accordons aux nationalités et de développer librement ses facultés. Si cet affront devait être sanctionné par les conditions de la paix, il est certain que par l'irrégentisme exaspéré, qui en serait la conséquence immédiate, la *Ligue des Peuples* ainsi que la *paix du monde*, à laquelle nous aspirons de toutes les forces de notre âme, ne seraient que pure chimères.

4. L'Alliance allemande. Un pays ainsi disséqué et économiquement ruiné ne pourrait pas exister ; l'alliance avec les ennemis, qui déchirèrent sa patrie, serait impossible ; par suite il n'aurait pas d'autre choix que de contracter une nouvelle alliance avec l'Allemagne, poussée à l'exaspération, elle aussi, par les conditions dures de la paix.

Le bolchévisme.

Mais il faut se demander, si, avant que la situation présente ne se consolide, *le pays dévasté et démembré ne va pas devenir la proie au bolchévisme ?*

La Hongrie ne deviendra-t-elle pas un foyer d'incendie au lieu de demeurer le pays de culture qu'elle a été pendant neuf siècles et qu'elle est actuellement ? Cette Hongrie, qui pourrait

peut-être guérir de ses blessures, garder sa place dans la communauté spirituelle de l'Europe, et faire prospérer tous les peuples du pays, sous la sauvegarde de sa constitution? La Hongrie qui, pendant des siècles, a défendu l'Europe de son corps, doit-elle devenir pour cette même Europe un danger constant, un feu, qui couve et qui menace à chaque instant d'enflammer le monde? — un terrain propice à l'explosion de l'anarchie?

Est-ce là l'intérêt de la civilisation ?

Femmes, Jeunes filles, Mères — nos Soeurs !

Vous venez d'entendre les tortures physiques et morales auxquelles sont exposés nos compatriotes sur les territoires envahis par l'ennemi.

Ces martyrs souffrent chaque torture et donnent leur vie pour la patrie.

S'il y a une justice divine, leurs souffrances ne seront pas en vain.

Et croyez-vous, que nous pourrions nous résoudre au démembrement de notre pays? Non, non, jamais ! Pour l'exécuter, il faut commencer par nous exterminer tous, hommes et femmes également, jusqu'aux enfants.

Vous, qui aimez votre patrie comme nous la nôtre, soyez nos solliciteuses devant la conscience des nations.

Le sang de nos martyrs crie justice.

Accordez-nous la.

Budapest, le 15. mars, 1919.

Epilogue.

Ces pages ont été terminées le 15. mars de cette année désastreuse de 1919. Notre présage ne se réalisa que trop tôt : le 21. du même mois le *bolchévisme* éclata, embrasant tout ce malheureux pays et ruinant en quatre mois tout ce qu'une civilisation millénaire avait produit : les fondements moraux chrétiens de l'État, l'organisation politique et administrative, les résultats économiques du régime bourgeois et la vie culturelle nationale — et tâchant de détruire jusqu'aux bases morales de la vie de famille. Puis survint l'occupation *roumaine*, qui compléta l'oeuvre de dévastation — commencée par la Commune — si bien que ce pays démembré — autrefois si riche — se trouve à cette heure pillé, dévasté et réduit à la misère.

Deux questions se posent ici.

1. Comment cette nation patriote et vénérant la couronne de Saint-Étienne a pu s'adonner au bolchévisme? Ce ne fut que par patriotisme : *on lui fit croire qu'à l'aide de la Commune le pays peut regagner son intégrité territoriale*. Dans ce but tout bon patriote aurait bien accepté l'alliance même avec l'enfer.¹ Même les soldats rouges n'ont pu être forcés de combattre que par la devise : « Pour la *patrie* prolétaire. » La patrie — c'est le mot magique et le sera toujours, par lequel on peut gouverner cette nation.

À propos de la Commune, il faut rectifier une erreur. À l'étranger on la croyait le produit d'une révolution. Mais ce n'était pas du tout une révolution, ce 21. mars, aussi peu que le 31. octobre, 1918. Tous ces deux changements de forme d'État ne furent que de simples *coups d'état d'un groupe d'aven-*

¹ Tout comme la France républicaine — pour regagner l'Alsace — n'hésita pas de contracter une alliance avec le tzarisme autocrate.

turiers politiques d'une race parasite étrangère, qui — après s'être emparés du pouvoir économique — voulaient s'emparer tout autant du pouvoir politique. C'est ce qui se fit : pendant la Commune de 26 commissaires du peuple 2 seulement étaient de *race magyare et chrétiens*, 24 *juifs*. Et la soi-disant «révolution» du 31. octobre n'était qu'une transition, à l'aide de laquelle le pays fut livré dans leurs mains.

Dès qu'il devint manifeste que l'intégrité territoriale n'é ait qu'un prétexte : la *contre-révolution* éclata et — malgré le martyre de centaines de patriotes — finit par la débacle de la Commune et par le rétablissement de la continuité de l'ordre légal.

Fait très caractéristique : à côté des classes intelligentes nationalistes, tous les petits-propriétaires et tous les petits-industriels étaient contre-révolutionnaires. Le bolchévisme n'a pu gagner — à part des Juifs et des ambitieux maladifs de toutes les professions — qu'une partie des ouvriers industriels (les démocrates sociaux) et les journaliers agricoles, éléments flottants sans racines dans le sol de la patrie.

L'enquête criminelle a établi que les organisateurs de la Commune étaient — à très peu d'exceptions — des criminels communs : fraudeurs, voleurs, brigands, assassins, sadistes cruels¹, organisés pour s'accaparer — sous prétexte d'une révolution politique — les biens privés et les biens publics. En morale ils encouragèrent l'amour libre.²

2. L'autre question qui se pose : comment est-il possible qu'un peuple aussi tolérant que le hongrois, manifeste un *anti-sémitisme* prononcé et quelquefois même exaspéré ? Cette question trouve sa réponse dans les faits cités. C'est l'instinct vital de la

¹ Szamueiy et ses bourreaux — les terroristes — inventèrent des tortures inouïes de nos jours : rompre les os, arracher la langue avec le pharynx, crever les yeux, couper les oreilles et le nez, mutiler et murer ou brûler vivantes les religieuses après les avoir déshonorées, jusqu'à un gibet portatif.

Ces héros modernes perfectionnèrent leurs procédés jusqu'à arranger — après avoir décidé l'assassinat du Comte Tisza, en oct. 1918 — une *répétition générale* du meurtre en présence d'un auditoire.

² L'éclaircissement sexuel décrété par le gouvernement — se fit dans les écoles de manière que les jeunes filles s'évanouirent et le résultat en fut que 230 jeunes filles âgées de moins de 14 ans, se sentirent mères. C'est ce qui révolta même les parents ouvriers et leur ouvrit les yeux.

nation, qui l'y pousse, et le *cours national-chrétien* du régime actuel n'est qu'une réaction naturelle contre le *cours international-juif*¹ du bolchévisme, qui désola le pays et qui peupla nos cimetières, jusqu'à nos fleuves de martyrs du patriotisme.

D'ailleurs, l'antisémitisme, chez nous, n'est nullement une question religieuse : c'est purement une question de races — la lutte de la race native contre la race parasite, qui ne recula devant aucun moyen pour s'assurer du pouvoir. Un massacre général de tous ceux, qui furent soupçonnés de contre-révolutionnisme, fut préparé dans tout le pays pour les premiers jours du mois d'août.²

Voilà pourquoi l'occupation roumaine fut désirée par les patriotes-mêmes : ils furent accueillis comme des sauveurs.

Au début ils le furent en effet, aidant à étouffer le bolchévisme. Mais bientôt ils changèrent de rôle : de juges ils devinrent complices, de sauveurs persécuteurs, encourageant le mouvement bolchéviste et rendant la liberté aux délinquants arrêtés par les tribunaux et les aidant à s'esquiver devant la loi pénale.

Quel fut le motif de ce changement ? Est-ce que ce fut l'intérêt des Roumains de faire évader les communistes, qui bientôt rejoignirent leurs meneurs juifs à l'étranger, qui disposaient de sommes énormes mises à la disposition du mouvement bolchéviste.

La nation fut trompée une seconde fois : le remède était pire que le mal. Et non contents d'encourager le bolchévisme, ils le nourrissent encore plus efficacement par la misère causée par le pillage complet du pays : l'enlèvement du grain, des vivres de toutes sortes, du bétail, du fourrage, des machines de

¹ Même les meilleurs de nos Juifs étaient coupables en ce que l'homogénéité de race prévalut chez eux sur la justice : ils ne renièrent la solidarité de race même avec le bourreau inhumain Szamuely, et en faisant appel au monde civilisé, ils oublièrent qu'aux jours de la terreur aucun d'eux ne se déclara solidaire avec ses collègues persécutés d'autre race, même s'il fut professeur d'Université ou membre de l'Académie Hongroise.

² Les intermédiaires illustres lettrés, comme Anatole France, etc. ignorent ces faits. Ils ignorent également le sens du mot « il faut l'envoyer au *gaïdes* » — ce qui veut dire en jargon terroriste-juif qu'il faut assassiner la personne respective sans façons ; bien entendu, après des tortures choisies ; comme le furent par centaines nos meilleurs patriotes.

fabriques¹ et d'agriculture², de tous les véhicules, pour rendre illusoire tous les efforts du gouvernement concernant l'alimentation publique et par là rendre le peuple affamé une proie facile à la mutinerie bolchéviste. Ce qui ne tarda pas d'arriver. On vient de découvrir un complot qui n'avait pour but moins que de faire sauter le parlement, l'église Mathias et l'Opéra et de tuer par un mécanisme à fusée réglée tout le gouvernement réuni dans le conseil des ministres, et — profitant du tumulte et de l'effroi — de rétablir la Commune. Est-ce là l'intérêt de la nation hongroise ou bien celle de la nation roumaine de ranimer l'incendie à peine étouffé? Le gouvernement étant chrétien-nationaliste prononcé, il n'est pas difficile de deviner où il faut chercher les auteurs de l'attentat : les fils conduisent, par le frère de Samuely, jusqu'à Lenin. Le rapport n'est pas douteux.

En attendant, Tchèques, Roumains et Serbes ont fait de leur mieux pour rendre le peuple des territoires occupés le plus malheureux possible. Leur oeuvre civilisatrice est surtout caractérisée par la bastonnade et les autres pratiques barbares. Pour fausser les statistiques, des milliers et des milliers de Tchèques et de Roumains ont été établis surtout dans les villes (où Slovaques et Roumains furent que d'une faible minorité) ; et, pour rendre place à ces nouveau-venus, les familles natives hongroises ont été chassées sans façons, même en plein hiver, de leurs maisons et de centaines de ces familles se trouvent réduites à loger dans des wagons de transport.

Quant à la *culture*, les écoles hongroises sont fermées, les maîtres et maîtresses d'écoles chassés et remplacés par des Tchèques et des Roumains. Mais n'ayant point un corps instructeur adéquat, ils ont organisé des cours de 6 semaines³ pour acquérir le diplôme de maître d'école.

¹ Mais n'ayant point les connaissances spéciales nécessaires, ils ne savent comment raccorder les diverses parties des machines compliquées, ni comment s'en servir ; voilà donc les machines démontées, rongées par la rouille.

² Jusqu'aux charrues en fer ; eux, chez eux, en Roumanie, n'ayant, jusqu'à ce jour, que de charrues en bois.

³ Tandis que chez nous, Hongrois « barbares » ce diplôme ne peut être acquis qu'après un cours très spécial de 4 ans et des examens bien sévères. — Quant au matériel admis à ces cours de 6 semaines, voir l'insérait d'un journal tchèque, où des « bonnes » sont invitées d'entrer dans ces cours — c'est là leur niveau cultural.

A l'université ils ont fait encore mieux. Les Roumains, à Kolozsvár¹, après avoir chassés les professeurs (savants de renommée européenne) et les médecins (spécialistes éminents) qui refusaient de leur prêter serment, ils arrangèrent des cours de 3 mois pour des gens sans culture pour en faire des professeurs d'université ; et à la clinique ils employèrent de jeunes médecins ignorants et bousilleurs, de sorte que les malades préférèrent de sortir et de mourir sans l'aide de tels médecins. Ils en firent autant pour les lycées et les gymnases.

Et le résultat ?

C'est que même les Slovaques ne veulent pas faire inscrire leurs enfants dans les écoles tchèques ;² les vieux Slovaques se déclarent Hongrois ; les soldats slovaques portent le tricolor hongrois et chantent nos chansons nationales, de sorte que, d'après l'avis de Hlinka et de Zsóka (tous deux grands patriotes slovaques) : « À quoi les Hongrois n'ont pas réussi en un millénaire, les Tchèques y ont réussi en 4 mois : de rendre les Slovaques Magyars. » En Transylvanie Magyars, Székelys et Saxons souffrent affreusement sous la tyrannie barbare des Roumains, contre laquelle même les Roumains natifs commencent à se révolter et une opposition exaspérée se forme sur tout le territoire, qui ne peut point être oblitéré par quelques rénégats gagnés par l'or roumain.

Quelles bagatelles que les abus et les irrégularités des magistrats hongrois dans le passé, en comparaison des brutalités cruelles et des violences organisées et préconçues des « affranchisseurs » ! — Le peuple le reconnaît partout et ne veut mieux que de retourner sous l'empire de la patrie hongroise, qui, par ses lois récentes, accorde à toute nationalité une autonomie complète. Si on en appelait au plébiscite, même en Transylvanie, le régime hongrois serait rétabli.

Et l'état des choses actuel ?

¹ Dans cette ville de haute culture, où le Théâtre National Magyar jouissait d'un culte à peu près comme le Théâtre.

Français à Paris, la censure roumaine interdit la représentation de Coriolan de Shakespeare et celle de Fédore de Sardou.

² Ils aiment mieux leur faire donner des leçons par les maîtres hongrois, quoique ce soit beaucoup plus coûteux.

Eh bien, malgré le cataclysme de la Commune terroriste, malgré le fléau de l'occupation et de l'invasion tchéco-serbe-roumaine, malgré tous les malheurs qui l'ont accablée : *la Hongrie millénaire existe et ne veut point mourir*. La nation — bien loin d'agoniser — se sent plus de vitalité et de conscience d'elle-même, que jamais : *elle vit et elle veut continuer de vivre*.

Malgré le désarmement et les ravages moraux du bolchévisme, voilà *une armée nationale intacte*, aujourd'hui la mieux disciplinée en Europe, qui maintient par tout le pays un ordre parfait. *Les lois* rentrées dans leur droit ; les masses du peuple ramenées à la discipline par la force morale de la religion et du sentiment national. Le nationalisme plus ardent que jamais. Un retour énergique aux principes moraux chrétiens qui promet une nouvelle renaissance hongroise.

Et les parties démembrées ?

Le sol de la patrie a eu beau être mutilée : *une année de souffrances indicibles n'a pu ébranler la fidélité des Magyars des territoires envahis par l'ennemi* : cette expérience a ramené même les nationalités aliénées à la fidélité.

Résumons.

Voilà un pays mutilé qui veut regagner son intégrité.

Voilà une nation torturée, foulée, qui se redresse et qui veut continuer de vivre une existence nationale.

Voilà une race pleine d'énergie vitale qui est résolue de lutter pour son existence.

Et-ce que l'Europe peut se faire le bourreau d'une nation vaillante, capable de se réorganiser et de continuer son oeuvre civilisatrice millénaire et qui est considérée par les peuples-mêmes, vivant sous sa sauvegarde, comme la seule appelée au gouvernement ?

La Hongrie a toujours été l'appui de la paix et de l'ordre à l'Est de l'Europe. Elle va l'être encore, pourvu qu'on lui rende les conditions de sa vie indépendante.

Le cours national-chrétien adopté par elle sera en peu celui de tous les pays de l'Europe ; après le choc terrible du bolchévisme, qui a ébranlé, sinon bouleversé les fondements de tous les États, c'est une nécessité historique, comme la réoscillation d'une pendule, puisqu'il faut qu'ils raffermissent tous les bases de leur existence. C'est la Hongrie qui en a donné l'exemple.

Est-ce l'intérêt de l'Europe de se priver d'un tel appui

civilisatoire et de livrer la population de ces territoires à des Etats qui, par leurs pratiques barbares, ont prouvé qu'ils sont incapables de leur mission? Pourquoi n'y fait-on pas valoir le principe Wilsonien et le plébiscite?

Mais quel-que soit le verdict énoncé par le jury de Versailles : nous continuerons de lutter de toutes nos forces jusqu'au bout pour notre existence et pour l'unité de notre pays.

Ce sont des patriotes français qui nous en donnent l'exemple :¹⁾ » Nous prenons les peuples du monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nul et non avenu tout traité qui consentirait à l'abandon de l'Alsace-Lorraine. Eh bien, ce qu'ont fait les patriotes français de 1871. pour l'Alsace-Lorraine, qui n'était, qu'une province de la France, nous le feront de plus forte raison pour les deux tiers de notre pays, qui en forment des parties intégrantes depuis un millénaire.

Par contre qu'on nous permette de citer l'interpellation du député magyar, D. Irányi :²⁾ ... puisque c'est contraire au, principe du droit des gens qu'une province, dont les habitants ne veulent nullement se ranger du côté du vainqueur, soit arrachée à la France ; mais c'est aussi contraire à l'intérêt de l'Europe, car, au lieu d'assurer la paix, un tel traité semerait les germes de nouveaux conflits et très probablement d'une guerre aux proportions beaucoup plus grandes. »

Et de l'une des pétitions³⁾ des municipalités : » Mais une paix qui fait offense au droit international et qui est basée sur l'humiliation d'une nation noble, ne peut point être de longue durée. »

Aujourd'hui le cas est le même pour nous.

Peut-on croire que la nation oubliera deux tiers de son territoire avec 3 1/2 millions d'habitants magyars, condamnés à souffrir un martyre cruel sous le joug de tyrannes barbares?

Peut-on s'imaginer que la revanche ne deviendra pas l'idée dominatrice de la nation vers la réalisation de laquelle se di-

¹⁾ Dans la protestation de Bordeaux, le 17. février, 1871.

²⁾ Ami de Louis Kossuth qui, à la séance du 28, janvier, 1871. du Parlement hongrois, demandait, au nom de toute la nation, l'intervention diplomatique pour empêcher le démembrement de la France.

³⁾ Trente municipalités hongroises ont adressé au gouvernement des pétitions dans le même but.

rigeront tous ses efforts et toutes ses énergies et que, pour atteindre ce but, elle ne sera prête à s'allier jusqu'à l'enfer? ¹⁾

On peut tuer des individus, on ne peut pas tuer une nation.²
Tant qu'elle a sa vitalité et la ferme volonté de vivre, elle vivra.
 On a beau déchirer notre pays, ses parties se rejoindront toujours.

Nous autres femmes, nous sommes les agents non de la mort, mais de la vie. C'est là notre droit naturel et notre vocation. Eh bien, *tant qu'il y aura des mères, des femmes, de jeunes filles magyares, la nation vivra et l'idée de la revanche ne pourra s'éteindre.*

Chaque enfant hongrois apprendra de sa mère la devise : *non, non, jamais !* Et chaque femme hongroise mettra toute son énergie à la disposition de *l'irrédentisme magyar*, qui va embraser les pays du Danube et toute cette Europe hypocrite et injuste qui veut nous condamner à mort. *Et cet irrédentisme exaspéré ne finira que le jour où ce pays mutilé aura reconquis son unité*, où les cimes des Carpathes, montant la garde, se seront rejointes à la pleine.

Nous aimons notre patrie, comme vous la vôtre. Eh bien, s'il faut lutter pour elle, nous irons lutter ; s'il faut souffrir pour elle, nous souffrirons ; s'il faut supporter des privations, nous allons les supporter ; *mais nous ne nous résignerons jamais au démembrement de notre pays.*

Nos délégués de paix viennent d'arriver de Neuilly. Les prières de toutes les femmes magyares les suivaient dans leur chemin. Toutes nos âmes se réunissaient dans une commune prière pour l'intégrité de notre patrie millénaire.

Nous ne demandons pas grâce.

Nous demandons justice.

On nous l'a refusée.

Puisque la justice humaine fait défaut, nous en appellerons à la justice divine.

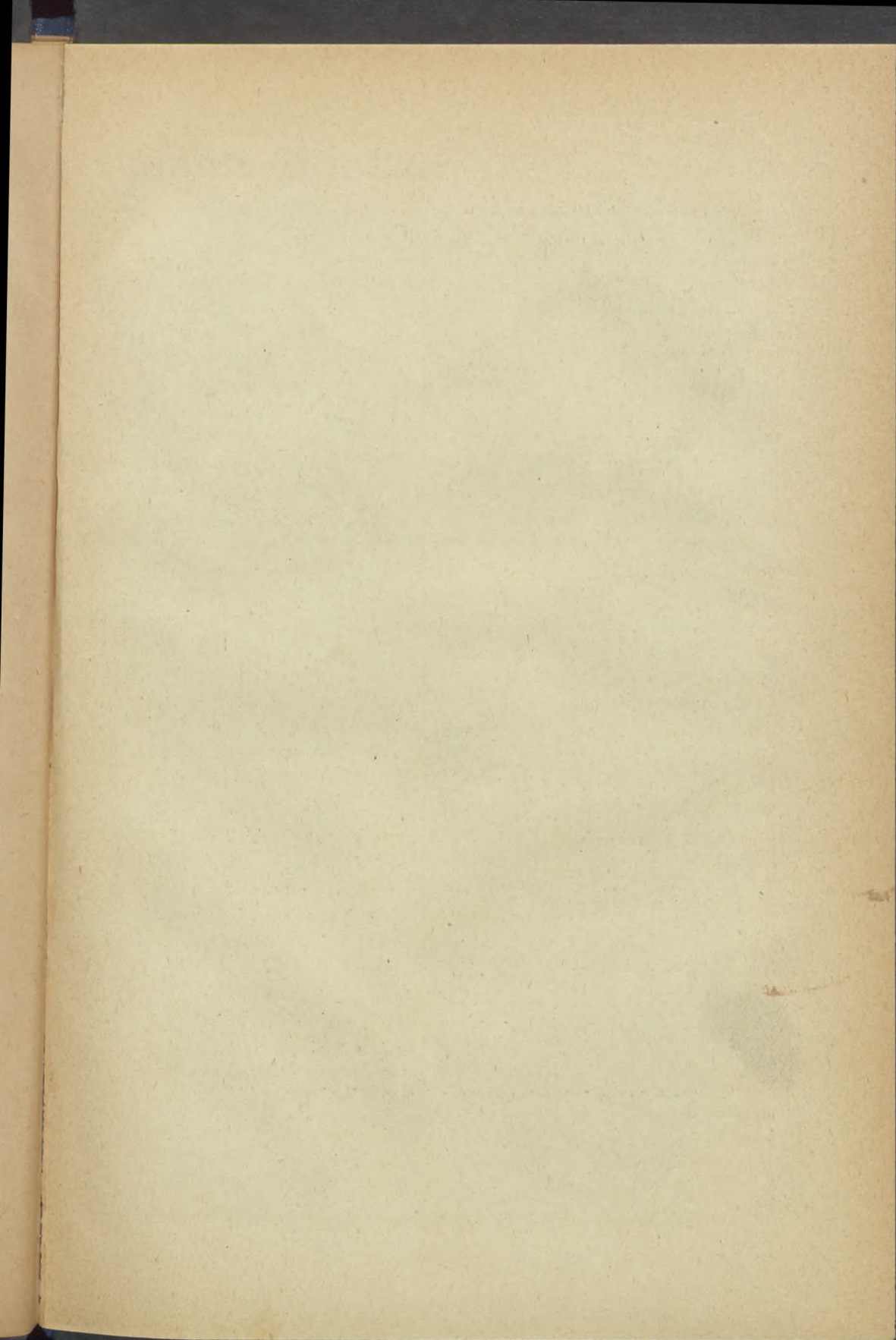
Et notre patrie déchirée ressuscitera.

Budapest, le 20. janvier, 1920.

¹⁾ C'est encore la France qui nous en a donné l'exemple ; cette France même, dont le nom pour nous était le synonyme de *l'amour de la liberté* et qui tout-de-même n'hésita point de contracter une alliance avec le *tzarisme despote*, synonyme de la tyrannie, puisqu'elle espérait de cette alliance la réalisation de l'idée de la revanche.

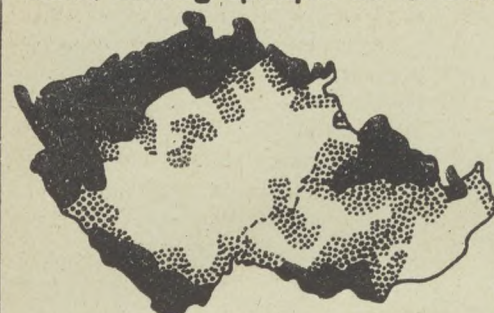
²⁾ La Pologne, n'a-t-elle pas été déchirée en trois parties pendant un et demi siècles et ne la voilà pas restaurée ? Il en sera ainsi pour nous.





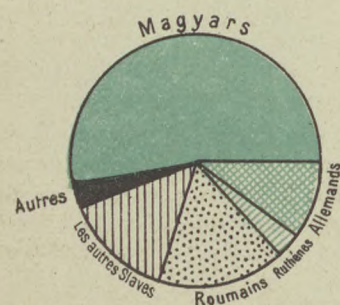
1. Carte ethnographique de la Hongrie

Carte ethnographique de la Bohême



■ Allemands □ Tchèques

Légende



Proportion des langues parlées en Hongrie



L'élément magyar habite le centre le plus peuplé (les plaines et les collines) et les villes ; les autres nationalités l'entourent dispersées pour la plupart aux montagnes. C'est pourquoi leur territoire moins peuplé a l'air prédominant sur la carte, ce qui n'existe pas en réalité. Les segments font voir la vraie proportion des langues parlées en Hongrie.

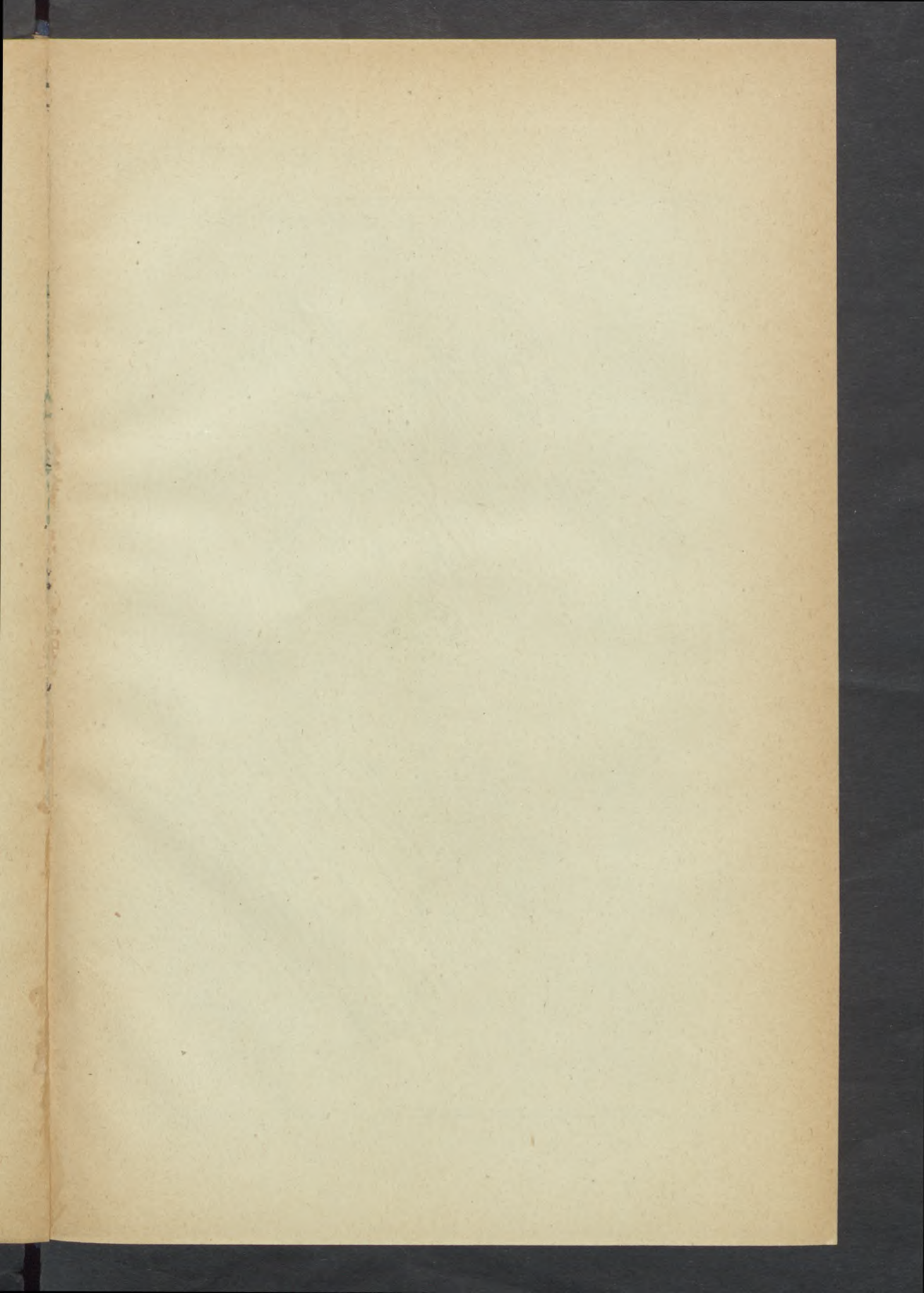
Sur l'original, dont la carte présente est une copie fort réduite, le territoire de chaque commune est divisé d'après la proportion des nationalités qui l'habitent. Le minimum du pourcentage marqué sur la carte est 10 pour les villages, 5 pour les villes, 2 pour Budapest.



2. Carte oro-hydrographique de la Hongrie

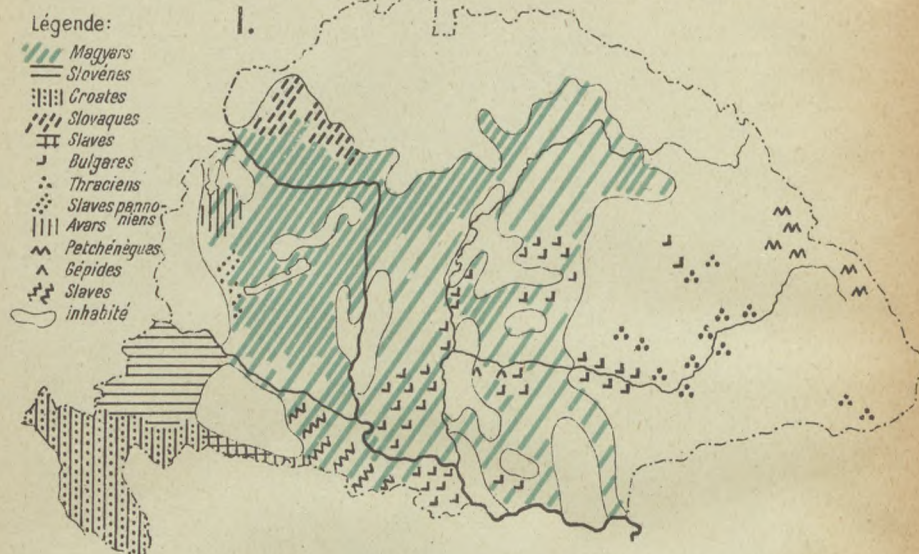




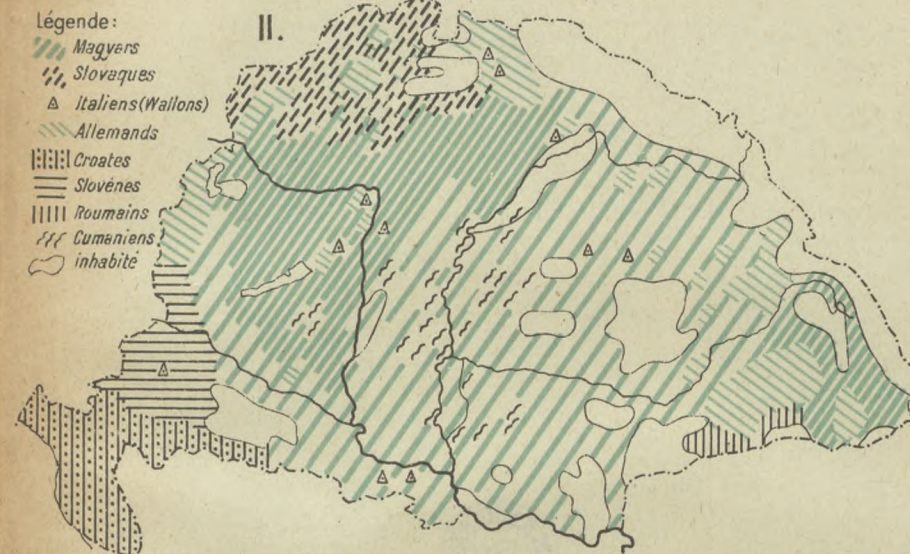


3. Cartes ethnographiques de la Hongrie

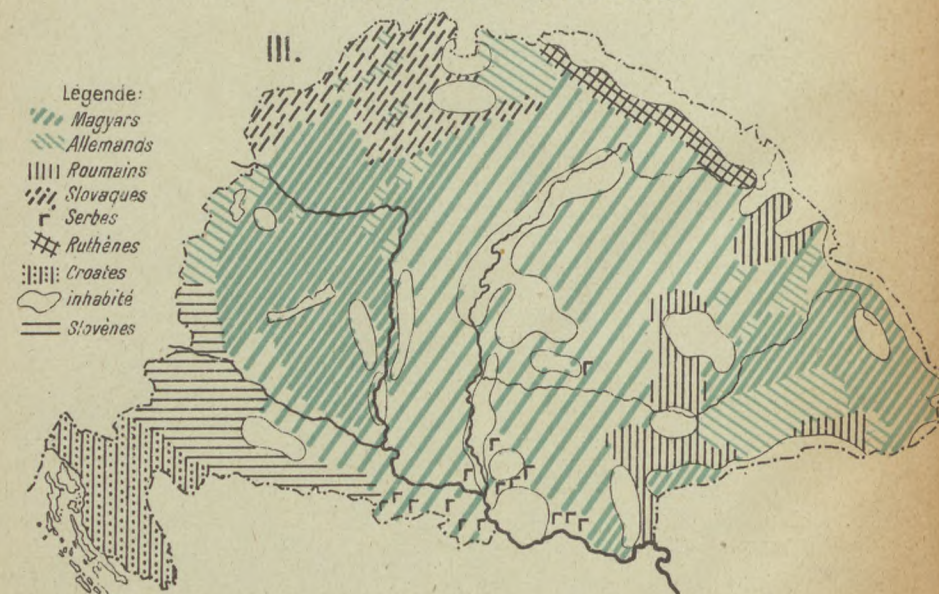
À l'époque de la conquête hongroise



Après l'invasion tartare



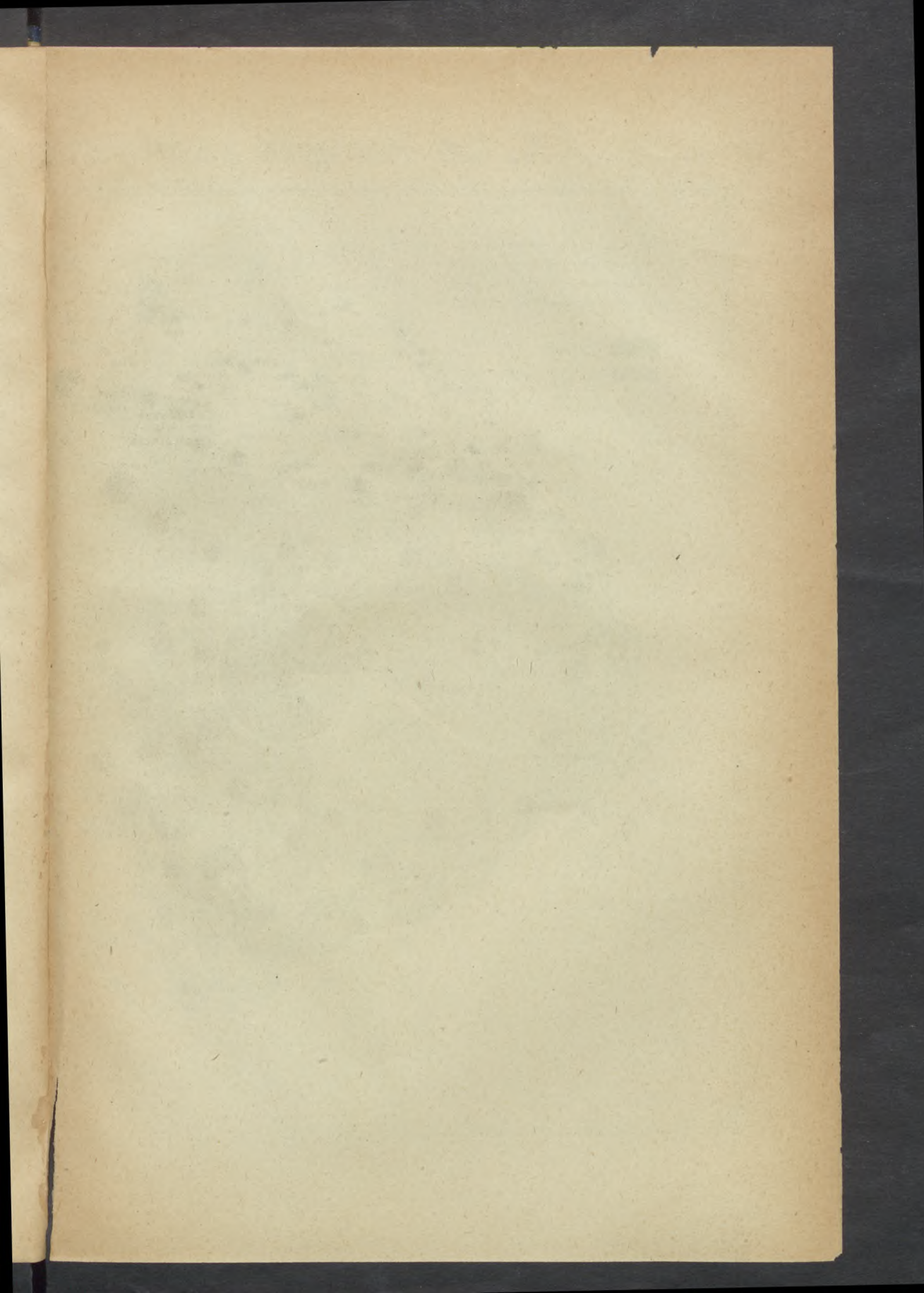
À l'époque du roi Mathias



Densité de la population à l'époque de la „sanction pragmatique“



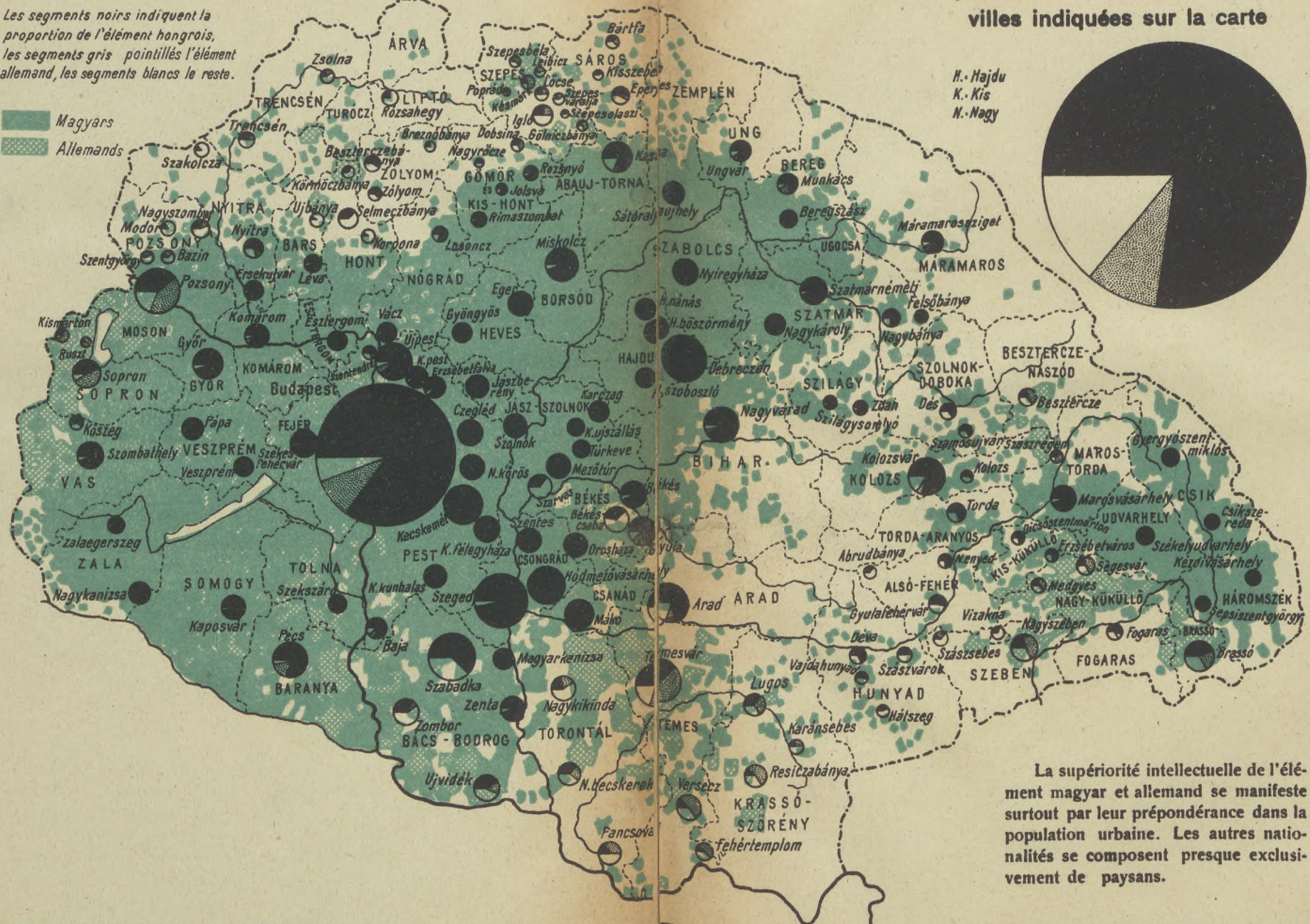




4. La Hongrie administrative; population des villes

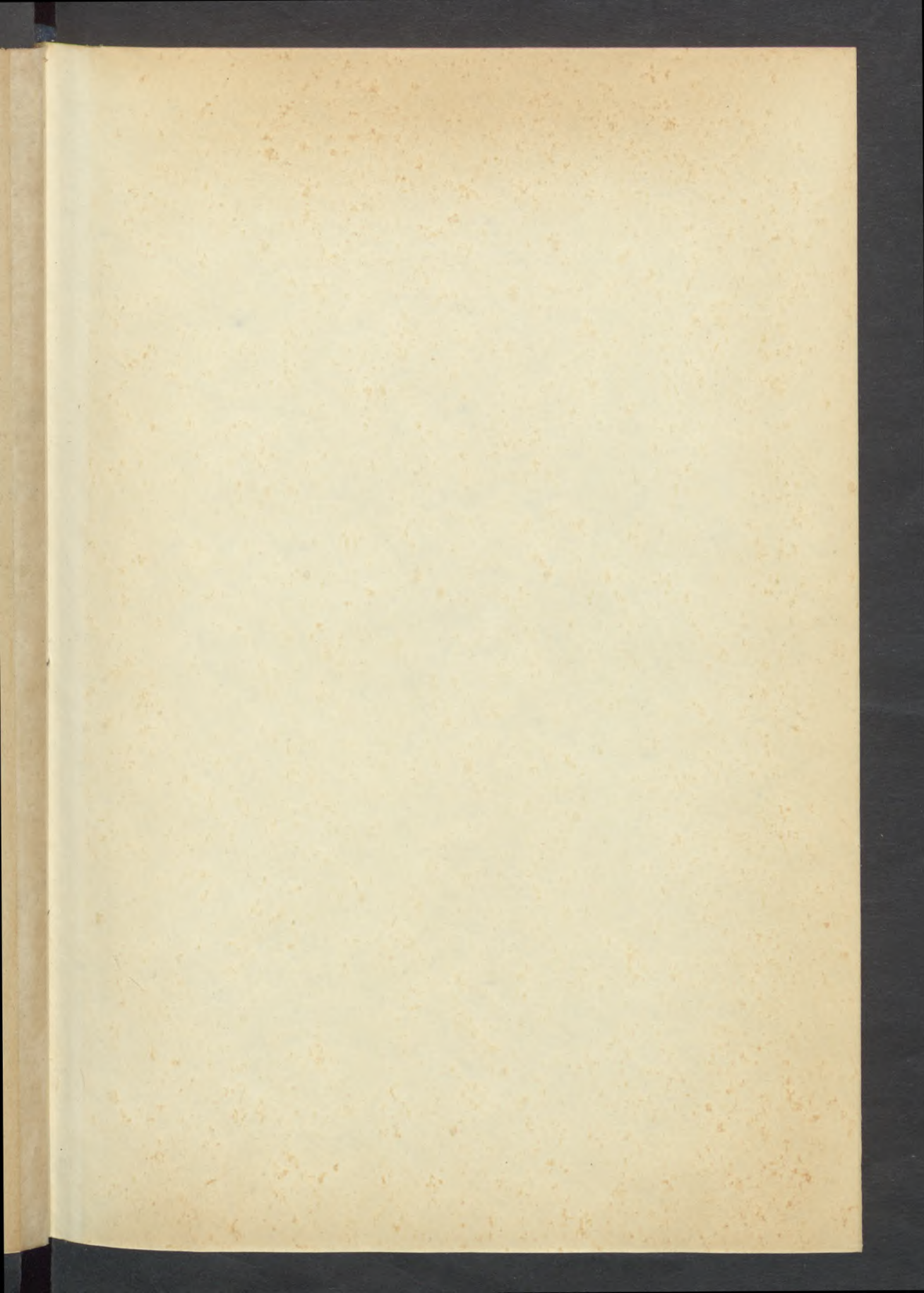
Les segments noirs indiquent la proportion de l'élément hongrois, les segments gris pointillés l'élément allemand, les segments blancs le reste.

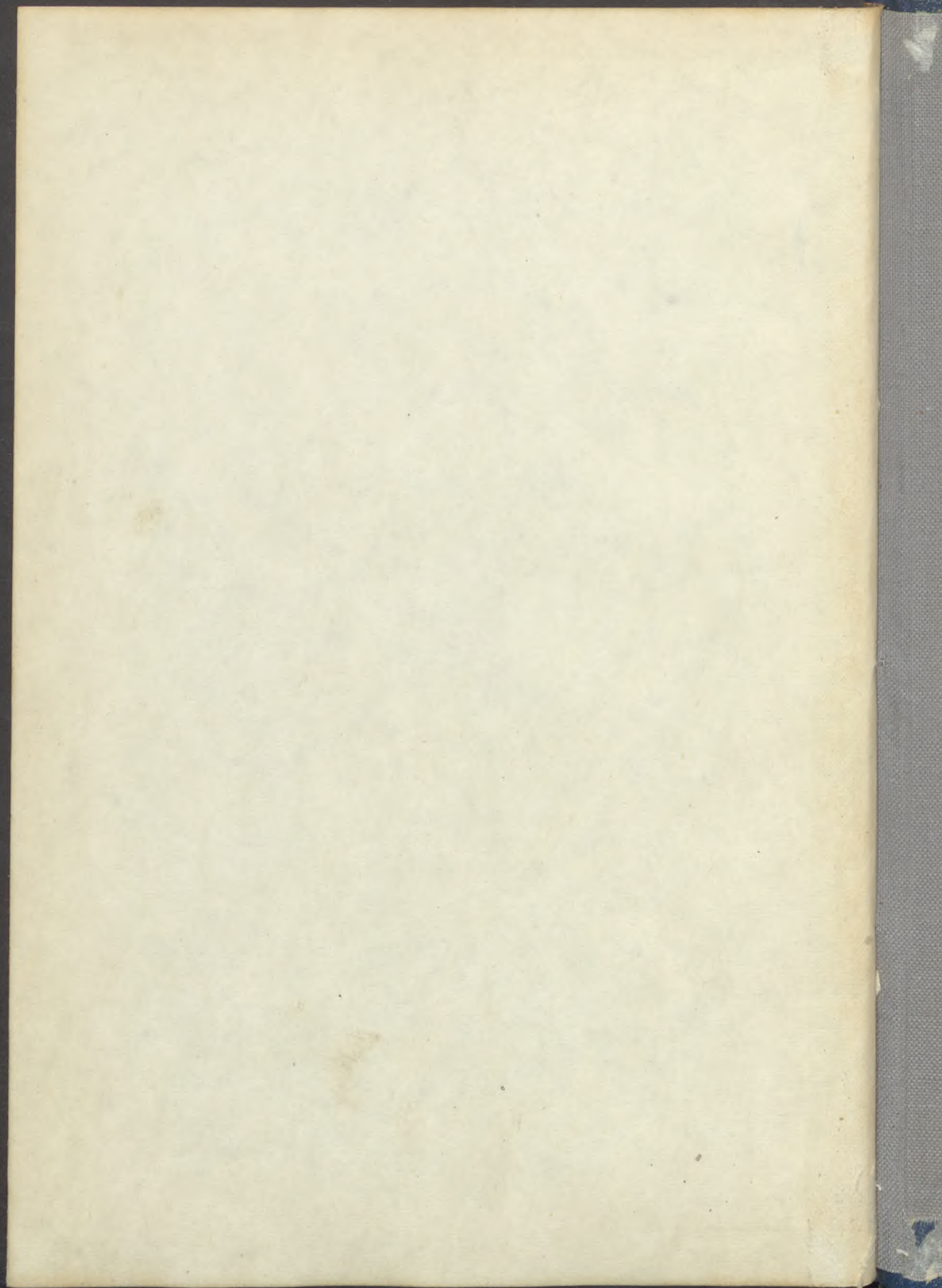
Magyars
Allemands





I. 16





1970 DEC 23

